

EXAMEN DES CONDITIONS

N° 23

DE LA

RESPONSABILITÉ PARTIELLE

DANS LE TEMPS

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue à la Faculté de Médecine de Montpellier

Le 14 Janvier 1899

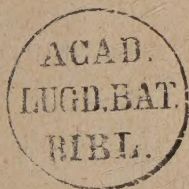
PAR

Jules ESCANDE

Né à Cette, (Hérault) le 15 Août 1868

ANCIEN INTERNE A L'HOPITAL CIVIL DE CONSTANTINE

Pour obtenir le grade de Docteur en Médecine



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN ET MONTANE

Ancien Hôtel de la Faculté des Sciences

—
M DCCC XCVIII

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. VIALLETON DOYEN
HAMELIN (✱) ASSESSEUR

Professeurs

Hygiène.	MM. BERTIN-SANS.
Clinique médicale.	GRASSET (✱).
Clinique chirurgicale.	TEDENAT.
Clinique obstétric. et gynécol.	GRYNFELTT.
Thérapeutique et matière médicale.	HAMELIN (✱).
Clinique médicale.	CARRIEU.
Clinique des maladies mentales et nerv.	MAIRET (✱).
Physique médicale.	IMBERT
Botanique et hist. nat. méd.	GRANEL.
Clinique chirurgicale.	FORGUE.
Clinique ophtalmologique.	TRUC.
Chimie médicale et Pharmacie	VILLE.
Physiologie.	HEDON.
Histologie	VIALLETON.
Pathologie interne.	DU CAMP.
Anatomie.	GILIS.
Opérations et appareils	ESTOR.
Microbiologie	RODET.
Médecine légale et toxicologie	SARDA.
Clinique des maladies des enfants	BAUMEL.
Anatomie pathologique	N...
Id.	Bosc (Ch. du c.)

Doyen honoraire : M. MAIRET (✱).

Professeurs honoraires : MM. JAUMES, DUBRUEIL (✱), PAULET (O. ✱).

Chargés de Cours complémentaires

Accouchements.	MM. VALLOIS, agrégé.
Clinique ann. des mal. syphil. et cutanées	BROUSSE, agrégé.
Clinique annexe des mal. des vieillards. .	VIRES, agrégé.
Pathologie externe	DE ROUVILLE, agr.
Pathologie générale	RAYMOND, agrégé.

Agrégés en exercice

MM. BROUSSE	MM. DE ROUVILLE	MM. GALAVIELLE
RAUZIER	PUECH	RAYMOND
LAPEYRE	VALLOIS	VIRES
MOITESSIER	MOURET	IMBERT
BOSC	DELEZENNE	BERTIN-SANS

MM. H. GOT, *secrétaire*.

F.-J. BLAISE, *secrétaire honoraire*.

Examineurs de la Thèse

MM. SARDA, <i>président</i> .	MM. GALAVIELLE, <i>agrégé</i> .
MAIRET ✱, <i>professeur</i> .	VIRES, <i>agrégé</i> .

La Faculté de Médecine de Montpellier déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leur auteur ; qu'elle n'entend leur donner ni approbation, ni improbation

A MON EXCELLENT PÈRE

A MA MÈRE DÉVOUÉE

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR G. SARDA

J. ESCANDE.

A M. FRANÇOIS DE BAICHIS

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
ANCIEN LIEUTENANT DE VAISSEAU

A TOUS MES AMIS

A MES SYMPATHIQUES CAMARADES D'INTERNAT

A L'HOPITAL DE CONSTANTINE

J. ESCANDE.

AVANT-PROPOS

A tous mes maîtres, qui m'ont prodigué les marques d'une vive sympathie, j'adresse, en quittant à jamais cette Ecole, mes remerciements les plus cordiaux.

Dès mon arrivée à la Faculté, M. le professeur Granel me fit l'accueil le plus bienveillant ; et, durant onze années, n'a cessé de me témoigner, surtout aux moments difficiles, la plus affectueuse sollicitude, m'aidant de ses conseils et m'honorant de son amitié. Je remercie profondément le Maître et le prie respectueusement de me réserver parfois encore ses sages conseils et de me garder toujours sa précieuse amitié.

J'adresse la même prière à M. le professeur Sarda, qui fut mon dernier maître à l'Ecole. Qu'il veuille bien me garder inaltérable son amitié, dont je suis également fier.

C'est à lui que je dois mon éducation clinique ; et j'ai surtout pu apprécier la valeur de son remarquable enseignement, lors de mon internat à Constantine, où, souvent livré à mes propres forces, je me suis heureusement souvenu des savantes leçons du Maître qui me conduit aujourd'hui aux portes du doctorat, en me faisant le très grand honneur de présider le dernier acte universitaire de ma vie d'étudiant.

Pour tous ces motifs, il le sait, je lui garderai toujours

le dévouement le plus absolu et la plus affectueuse gratitude.

MM. les professeurs Tédénat, Mairet, Ville et Ducamp m'ont témoigné, en maintes occasions, une bienveillance dont je sens tout le prix, et en échange de laquelle je les assure de mes sentiments de sincère reconnaissance.

MM. les professeurs-agrégés Lapeyre et Galavielle ont tout particulièrement droit à mes sentiments dévoués, pour les nombreuses marques de sympathique attachement dont ils m'ont entouré, durant le cours de mes études médicales. Ils m'ont traité plutôt en camarade qu'en élève : je n'oublierai pas l'honneur qu'ils m'ont fait.

Je n'ai pas oublié non plus l'intérêt que m'ont toujours porté et les affectueux services que m'ont rendus MM. les docteurs Vires et Vedel, le premier actuellement professeur-agrégé, le second chef de clinique.

Je suis heureux de posséder leur amitié ; et je constate avec joie que mon ancien camarade d'études, M. le professeur-agrégé Vires, déjà maître à un âge où bien d'autres ne sont encore qu'élèves, a bien voulu siéger comme membre du jury de ma thèse et participer ainsi à m'octroyer le diplôme de docteur en médecine.

INTRODUCTION

L'idée de ce travail nous a été inspirée par notre Maître, M. le professeur Sarda. Nous l'en remercions d'autant plus vivement qu'il a bien voulu, esprit large et compréhensif, nous témoigner assez de confiance et de sympathie pour nous laisser traiter notre sujet en toute liberté et en pleine indépendance d'opinion.

Notre thèse psycho-médico-légale comprend six chapitres.

Dans le premier, après quelques considérations générales sur le concept *responsabilité*, nous délimitons nettement le champ de la responsabilité atténuée et des responsabilités partielles.

Le second a trait à l'irresponsabilité, à ses critères successifs à travers les âges et les principaux pays, et finit par un examen critique de tous ces critères, sauf un, le plus important, qui fait, avec l'exposé et la réfutation de la doctrine de la responsabilité partielle *dans l'espace*, à laquelle il a donné le jour, l'objet du troisième chapitre.

Dans le chapitre suivant, le quatrième, proclamant l'aliénation mentale au moment de l'acte comme seul critérium scientifique d'irresponsabilité, nous exposons notre théorie de la responsabilité partielle *dans le temps*, avec les affections cérébrales qui peuvent donner lieu à son application. Nous produisons, pour étayer notre thèse, tous les détails importants

concernant l'affaire Cl..., avec la conclusion qui en découle.

Nous avons isolé au chapitre cinquième, pour bien marquer la distinction, la théorie de la responsabilité atténuée et les états cérébraux auxquels elle peut s'appliquer. Nous donnons à l'appui une belle observation résumée par P. Bert.

Enfin, le chapitre sixième est consacré en entier à notre conclusion sociologique, où nous préconisons, comme mesure applicable à tous les aliénés ayant commis quelque acte répréhensible, à tous nos responsables partiels et à tous les criminels aliénés, la création d'asiles spéciaux, seuls capables d'assurer à la fois à la société sa parfaite sécurité, au malade les soins thérapeutiques et hygiéniques auxquels il a tous les droits.

EXAMEN DES CONDITIONS
DE LA
RESPONSABILITÉ PARTIELLE
DANS LE TEMPS

CHAPITRE PREMIER

DE LA RESPONSABILITÉ

Tout homme sain d'esprit est libre de choisir entre le bien et le mal : tel est le principe fondamental qui sert de base à la morale, au droit et à toute législation. « En quoi consiste cette faculté mystérieuse? Jusqu'où s'étend son pouvoir? Où finit son domaine?... Eternelle énigme! Vérité de sentiment, axiome social, le libre arbitre s'admet, il ne se discute pas. On doit croire qu'il a été dans les vues de la Providence, en dotant l'homme des passions, de le pourvoir d'une énergie suffisante pour en diriger l'exercice et pour en réprimer les écarts. Sauvegarde de la moralité, cette croyance est légitime.. »

Sans libre arbitre, en effet, on ne peut admettre de responsabilité. Considéré comme une simple machine, l'individu n'a pas plus qu'elle à répondre de ses actes.

Aussi, pensons-nous avec Schopenhauer que la responsabilité suppose la possibilité d'avoir agi autrement et par suite la liberté ; mais nous croyons à cette liberté, qu'il nie lui, parce qu'elle est la condition essentielle, *sine qua non*, du concept de responsabilité.

Certes, nous n'ignorons pas que, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, quelques écoles philosophiques ont toujours contesté l'existence du libre arbitre, proclamant, à l'instar de Spinoza, que « notre illusion du libre arbitre n'est que l'ignorance des motifs qui nous font agir. »

Mais notre rôle n'est pas de discuter ici ce point ardu de métaphysique ; et nous le ferons d'autant moins que fatalistes et matérialistes sont rigoureusement obligés, en pratique, d'arriver aux mêmes conclusions que les partisans de la liberté morale.

Et nous nous demandons alors, avec M. Tarde, « s'il est donc vrai que, de cette vieille et vénérable idée de la responsabilité morale, rien ne mérite d'être retenu et qu'il soit urgent de la raser jusqu'aux fondements pour dresser à sa place, comme le proposent tant de jeunes savants, M. Féré, par exemple, la nouvelle Bastille, non moins redoutable que l'ancienne d'ailleurs, la responsabilité sociale ? »

Si en théorie, en effet, on peut affirmer que l'homme n'est pas libre, que la détermination qu'il prend n'est que la résultante obligée, fatale, de divers motifs, comme en mécanique plusieurs forces contraires ou agissant dans le même sens se combinent en un seul mouvement déterminé, on n'en est pas moins tenu d'accepter en pratique sinon la responsabilité morale des spiritualistes, du moins la responsabilité légale ou, comme préfère Hamon, la réactivité sociale ; c'est-à-dire qu'on doit reconnaître à la société le droit absolu de se défendre, de réagir contre les agissements de certains sujets qui menacent sa sécurité et sont pour elle un danger de tous les instants.

Légalement donc, tout homme sain d'esprit est entièrement responsable de ses actes. Partant de ce principe, tout individu atteint d'une maladie cérébrale qui lui enlève la faculté de se déterminer, qui le prive de son libre arbitre, est entièrement irresponsable. Entre cette responsabilité complète de l'homme normal et cette irresponsabilité absolue de l'aliéné, il y a place pour plusieurs degrés : la responsabilité atténuée et les responsabilités partielles.

Mais avant d'entrer dans la discussion, nous devons essayer d'expliquer, aussi nettement que possible, ce que nous entendons par responsabilité *atténuée* et responsabilités *partielles*. La plupart des auteurs ont confondu ces deux termes, et s'en sont indistinctement servis, dans leurs écrits, comme de deux synonymes.

Ainsi J. Falret, dans le *Dictionnaire encyclopédique*, s'exprime ainsi : « C'est sur ce terrain restreint, étranger à l'aliénation... que nous admettons la responsabilité *partielle*, *incomplète* ou *atténuée* ».

M. le docteur Henri Contagne déclare, de son côté, que « la théorie de la responsabilité *atténuée* ou *partielle* (il ne distingue pas) vue d'un mauvais œil par les aliénistes... affirme tous les jours sa valeur pratique... »

M. Tarde, dans son remarquable ouvrage *La Philosophie pénale*, est encore plus explicite. Responsabilité « *partielle* ou *atténuée*, je ne vois pas trop la différence », dit-il.

Il y en a pourtant une bien grande. La responsabilité *atténuée*, en effet, se différencie essentiellement de la responsabilité *partielle*. « Il existe des êtres qui ont une notion des choses différente de celle possédée par la moyenne des individus, dans le même milieu. Il y a inexacte appréciation des rapports qui lient ces choses. Ce que la moyenne humaine qualifie bien, n'est plus bien pour ces individus. Ce sont des débiles moraux, des débiles intellectuels ou des débiles

intellectuels et moraux. Toutefois, leur faiblesse mentale n'est pas telle qu'ils détonnent brusquement dans le milieu, que tous constatent leur aberrance; c'est simplement un affaiblissement moral ou intellectuel; c'est une inexacte notion des choses et de leurs rapports due à une éducation absente ou faussée; c'est une incapacité, congénitale ou acquise, permanente ou passagère, à saisir l'exakte relation intime des choses. Pour ces individus atteints de débilité intellectuelle et morale, il y a *atténuation de la responsabilité* : celle-ci n'est pas intégrale, ni en son ensemble, ni en une de ses parties, mais elle est affaiblie, diminuée, *atténuée* dans sa totalité. L'enfant a une responsabilité atténuée ».

Par responsabilité partielle, au contraire, on entend dire : « l'individu a certains départements cérébraux anormaux et d'autres normaux — la norme est déterminée par la moyenne — il est responsable pour les actes émanant des normaux, et irresponsable pour les autres. Ainsi, un individu B... a une idée délirante; pour tout le reste de sa mentalité, il est comme tout le monde, B... est partiellement responsable. Les actes commis sous l'empire de son délire ne lui sont pas imputables, tandis que les autres lui sont imputables. Il est irresponsable pour les actes qui relèvent de son délire, responsable pour les autres. Voilà la responsabilité *partielle* ».

Cette responsabilité partielle dans le même moment, et suivant que l'acte imputé est en rapport ou non avec le délire de l'inculpé, a trouvé en Legrand du Saulle son défenseur le plus convaincu. Voici comment il expose sa théorie dans son discours sur la responsabilité partielle, prononcé en 1863, à la Société médico-psychologique. « Un homme atteint de délire partiel, » dit-il, « c'est-à-dire d'un ensemble d'aberrations qui, limitées à quelques points, n'excluent pas nécessairement la responsabilité du raisonnement sur la plupart des autres — cède à l'impulsion d'un penchant insolite. Devons-

nous déclarer que la lésion circonscrite de son intelligence a bouleversé à ce point sa raison que, parmi les actes qu'il a commis, on ne puisse fréquemment en laisser quelques-uns à sa charge ? Irons-nous exclure tout discernement lorsque le fait incriminé sera nettement en dehors des aberrations habituelles ? Mais s'il possède les notions les plus saines sur les habitudes de la vie et sur les devoirs sociaux, mais si la crainte du châtement a pu le retenir, nous lui assurons l'impunité quand même : il s'abrite alors derrière l'inépuisable clémence des hommes, tandis que la société s'offre d'elle-même et sans défense à toutes ses tentatives. »

On pourrait fort bien dénommer cette responsabilité partielle, type Legrand du Saulle, responsabilité partielle *dans l'espace*, pour la distinguer de cette autre espèce de responsabilité partielle que Jules Falret préconise, et qui prendrait le nom de responsabilité partielle *dans le temps*. Voici comment Falret exprime son opinion. « Si nous n'admettons pas », dit-il, « la responsabilité partielle des aliénés ainsi comprise, c'est-à-dire portant sur certains faits et non sur certains autres, *dans le même moment*, nous sommes tout disposés, au contraire, à l'admettre *dans les moments différents*. Nous sommes tout prêts à proclamer qu'il est des moments, dans la vie des aliénés, où l'on doit reconnaître, soit leur responsabilité entière, comme dans les périodes de prédisposition, d'intermittence ou d'intervalles lucides, soit leur responsabilité incomplète ou atténuée, comme dans les périodes d'incubation, de rémission plus ou moins complète ou de convalescence... »

Nous n'acceptons nous-même la théorie de la responsabilité partielle que dans les moments différents, dans le temps. Nous aurons l'occasion d'exposer plus loin les motifs de notre préférence.

Pour l'instant, nous exprimons simplement le regret que Falret n'ait pas suffisamment distingué la responsabilité par-

tielle de la responsabilité atténuée, croyant à tort, selon nous, à la synonymie de ces deux termes.

Et cependant, des explications que nous avons déjà fournies, il découle que les responsabilités partielles, tant dans l'espace que dans le temps, vivent très bien côte-à-côte avec l'aliénation mentale.

Suivant la théorie de Legrand du Saulle, en effet, un inculpé peut, au même moment, tout en présentant des signes certains de dérangement cérébral contemporains aux actes incriminés, être reconnu responsable de l'un et irresponsable de tel autre de ces actes.

De même, d'après la théorie acceptée par Falret, si le prévenu, reconnu responsable, ne présentait pas les caractères de la folie au moment de l'acte qui lui est imputé, il était tout au moins « dans une période de prédisposition, d'intermittence ou d'intervalle lucide... ou bien dans une période d'incubation, de rémission plus ou moins complète ou de convalescence... » tous états qui impliquent l'idée d'aliénation passée ou future.

C'est dire que, pour les deux écoles, la responsabilité partielle ne saurait, à notre avis, imprimer le sceau indélébile de l'infamie, et que les individus qu'elle atteint ne peuvent relever que d'un asile spécial ou autre et nullement de la prison. Ce sont, ou bien des fous confirmés appelés injustement criminels et qui seraient plus équitablement dénommés fous dangereux, *non sociables*, ou bien des candidats sérieux à une folie certaine.

Pour ces malheureux, il ne peut pas être question d'atténuation. La responsabilité atténuée, en effet, comme son nom l'indique, atténue la peine, la rend plus légère, mais ne saurait supprimer totalement la flétrissure. Elle ne s'adresse pas à l'aliéné et ne doit s'appliquer qu'à l'individu ne présentant en aucune façon le moindre signe de dérangement cérébral.

L'inculpé qui bénéficie des circonstances atténuantes n'esquive pas, par ce seul fait, l'internement dans une prison. Il y séjournera moins de temps, c'est vrai ; mais au point de vue moral, il sera considéré par tous (hormis ceux, *rari nantes*, qui assimilent le crime à la folie) comme un criminel avec tout le déshonneur, toute l'infamie qui s'attache à ce terme ; et l'on n'aura pour lui aucun sentiment de pitié que l'on réserve tout entière au malheureux aliéné.

En résumé, la responsabilité morale implique le libre arbitre, et les philosophes qui nient l'existence de ce libre arbitre sont obligés pratiquement d'admettre la responsabilité ou la réactivité sociale. A côté de la responsabilité entière, il y a la responsabilité atténuée et les responsabilités partielles.

La première réduit, atténue la peine, mais n'empêche ni l'imputabilité, ni la condamnation, ni la flétrissure. Elle est applicable à tout individu non aliéné. La responsabilité partielle, type Legrand du Saulle, vise des faits particuliers, c'est-à-dire que l'inculpé aliéné peut, au même moment, être absolument irresponsable de tel acte en rapport avec son délire et absolument responsable de tel autre étranger au délire. C'est la responsabilité partielle *dans l'espace*, par opposition à la responsabilité partielle *dans le temps* telle que nous l'entendons, dégagée de la responsabilité atténuée, distinction que Falret n'a pas suffisamment établie.

CHAPITRE II

DE L'IRRESPONSABILITÉ. — HISTORIQUE. — SES CRITÉRIUMS. —
ETUDE DE LA LÉGISLATION DANS LES PRINCIPAUX PAYS. — EXA-
MEN CRITIQUE. — CONCLUSION.

Nous avons déjà dit incidemment que, privé du libre arbitre, l'homme devient irresponsable des actes qu'il commet. D'où l'irresponsabilité logique des aliénés.

Mais il ne faudrait pas croire que cette solution ait été si facilement et si rapidement adoptée. Un coup d'œil rétrospectif sur l'histoire nous convaincra des diverses phases par lesquelles est successivement passée cette question intéressante au premier chef, et nous fera voir les hésitations et les incertitudes qui ont présidé à chacun de ses pas vers le progrès.

Dans l'antiquité, les aliénés sont tour à tour adorés comme des dieux ou redoutés comme des génies malfaisants : c'est la nature du délire qui sert de base à la distinction.

Plus tard, on les considère comme des criminels et on les traque comme des bêtes féroces.

Le génie universel d'Hippocrate dénonce l'iniquité d'un pareil traitement, et après lui, marchant sur ses traces, Galien, Arétée, Celse, considèrent la folie comme une maladie justiciable d'un autre traitement, plus humain celui-là : nous voulons dire le traitement médical.

Au moyen-âge, les médecins pensent de même, sauf en ce qui concerne la démonomanie.

A Rome, Paul Zacchias, médecin du pape Innocent X, prend la défense des aliénés contre la société, dont les préjugés barbares ne désarmaient que devant le *non compos mentis*, c'est-à-dire l'idiot.

Cette ignorance profonde de l'aliénation mentale persiste jusqu'au XVIII^e siècle.

Depuis cette époque, la science mentale et, avec elle, l'adoucissement à la situation des aliénés ont marché de front. Les progrès sont lents mais continus. On étudie d'abord les déments, les idiots, les malades atteints de *folie générale complète*; on s'occupe ensuite de quelques cas de folie partielle. Pinel et Esquirol font admettre le délire dit partiel, restreint, la monomanie, la folie sans délire, la folie morale, la folie transitoire.

Pendant ce temps, médecins et magistrats discutent. C'était alors l'époque où la justice, contrainte par la loi, ne se résignait à demander l'avis des médecins qu'avec l'idée préconçue et fermement arrêtée de n'en faire aucun cas et de n'en tenir absolument aucun compte dans le prononcé du jugement.

Les annales spéciales de l'aliénation mentale conservent précieusement enregistrées ces terribles paroles de magistrats dignes tout au plus des temps primitifs : « L'aliéné, dit Renaudin, est un monstre dont le glaive de la justice doit débarrasser la société. La folie homicide est une maladie qui se guérit en place de grève ».

Si vous voulez mieux encore, lisez ces lignes pleines d'exagération et de mordante ironie dues à la plume du Président Troplong, et que Tardieu, dans son indignation légitime, a dénoncées du haut de la tribune académique :

« La médecine légale, dit ce magistrat, affiche depuis quelque temps, la prétention d'imposer ses oracles à la juris-

prudence. Il faut l'avouer, ce que j'ai vu et entendu de certains médecins, dans ma carrière judiciaire, dépasse toute croyance... Si Pascal n'était pas mort, il devrait prendre garde à lui, car je connais maint docteur qui le tient pour halluciné. Socrate est bien heureux d'être venu sitôt, il a péri du moins avec la réputation du plus sage des hommes, tandis qu'on pourrait bien trouver, dans plus d'un savant écrit médical, qu'il était à peu près monomane avec son démon familier.

» Enfin, faut-il le dire, combien n'ai-je pas vu de consultations qui rappellent, trait pour trait, les scènes de notre divin Molière ? Un mouvement nerveux dans le visage, un tic familier, une manière de parler, un geste, les choses, en un mot, les plus simples et les plus naturelles, étaient tournées en diagnostic et pronostic comme la sputation fréquente de M. de Pourceaugnac. Et l'on voudrait que nous autres juges, qui tenons dans nos mains la liberté et la capacité des personnes, nous fissions dépendre de si frivoles symptômes ces grandes questions, où sont engagés l'honneur des familles, la succession des biens et les droits les plus chers de l'homme ! Je pense que la médecine légale n'a ajouté aucun progrès sérieux aux doctrines reçues dans la jurisprudence, et qu'elle ne doit en rien les modifier. »

« La moquerie est souvent indigence d'esprit », a dit, quelque part, La Bruyère. Cette pensée serait-elle applicable à feu Troplong ?

En tous cas, il est heureux pour les aliénés que cette arrogante prédiction ne se soit pas réalisée. Sans cela, ils continueraient à payer de leur honneur ou même de leur tête le crime abominable d'être fous, si les magistrats, à l'instar de Troplong et de Fabreguette, avaient persisté à penser que tout homme de bon sens peut juger de l'état mental d'un individu, sans qu'il soit besoin, pour cela, d'avoir recours aux lumières d'un médecin expert.

Malgré ces résistances des juristes, l'irresponsabilité est enfin admise, quoique difficilement, pour les formes cliniques d'aliénation bien étudiées et bien définies. La voie reste encore incertaine pour les formes nouvelles ; et l'on se met en quête d'un critérium qui puisse scientifiquement comporter avec lui la certitude.

Comme exemple des variations multiples de ce critérium d'irresponsabilité, nous prendrons, à l'exemple de M. le professeur Sarda, l'histoire de la législation anglaise sur ce point.

Tout d'abord, le code anglais n'admet comme fous que l'*idiot* et le *lunatique*. Bientôt l'on distingue la folie générale de la folie partielle, la première seule entraînant l'irresponsabilité.

Ecoutez plutôt le juge Tracy, lors du procès d'Arnold, assassin de lord Onslow : « Pour reconnaître, dit-il, qu'un homme est fou, au point d'échapper à la punition légale, il ne suffit pas qu'il ait l'esprit dérangé, ou qu'il y ait, dans ses actes, quelque chose d'inexplicable, il faut qu'il soit *totale-ment privé d'intelligence et de mémoire, et ne sache pas plus ce qu'il fait qu'un enfant, une brute ou une bête sauvage ! Voilà les hommes que la loi ne frappe jamais.* »

En 1800, lors du procès de Hadfield, coupable d'un attentat sur la personne du roi, son défenseur jugea ce critérium trop absolu, et, par une brillante plaidoirie, le fit remplacer par le *délire*. « Dans tous les cas dont a retenti le palais de Westminster », s'écrie l'avocat Erskine, « non seulement les aliénés ont montré de la mémoire et une connaissance parfaite de leurs rapports avec les autres hommes, mais encore se sont presque tous fait remarquer par leur subtilité et leur finesse. Le *délire*, dont l'acte soumis à la justice est le produit direct, constitue précisément cette espèce de folie qu'il est juste d'exempter de la peine. Le *délire*, quand il n'y a ni frénésie, ni manie furieuse, voilà donc le vrai caractère de la folie. »

Douze ans après, en 1812, Bellingham n'en fut pas moins condamné, bien qu'il présentât des idées délirantes parfaitement évidentes. C'est que le critérium de l'irresponsabilité n'était plus l'existence du délire, mais bien l'impossibilité, pour le prévenu, *de distinguer le bien du mal en général*.

En 1843, lors du procès Mac Naughten, c'est le *discernement du bien et du mal, au moment même de l'acte, et relativement au cas particulier soumis à l'examen*, qui détrône le discernement du bien et du mal en général.

Encore certains magistrats anglais, au sujet de ce même procès, se crurent-ils autorisés, avec cette suffisance que procure seule l'ignorance, de proposer deux autres critères.

Le premier est ainsi conçu : « Le malade a agi avec préméditation, en vertu d'un motif d'intérêt, de haine, de jalousie ou de vengeance ; il doit être condamné, parce qu'il a été dirigé par un *mobile analogue à celui des criminels*. Si au contraire, il a agi en vertu de motifs morbides, il doit être déclaré irresponsable ».

Le second est plus spécialement désigné : *critérium d'Hoffbauer*, du nom du philosophe anglais qui l'énonça tout d'abord. En voici la formule :

« Dans le cas d'un délire partiel, si l'individu, pour tout le reste n'est pas fou, on doit juger la question relative à sa responsabilité *comme si les faits imaginaires de son délire étaient réels*.

Si, par exemple, sous l'influence de son délire, l'individu s' imagine que quelqu'un tente actuellement de lui enlever la vie, et s'il le tue, se croyant dans le cas de légitime défense, il est excusable ; mais si, dans son délire, il croit que l'homme qu'il a tué avait diffamé son caractère et préjudicié à sa fortune, et qu'il l'ait tué, en raison de ces griefs imaginaires, la peine légale doit lui être appliquée ».

Encore un dernier critérium, que nous ne citons que pour

mémoire, car il est en contradiction formelle avec un autre déjà énoncé. « Quand bien même l'accusé aurait accompli, dit-on, l'acte incriminé, sous l'influence du délire et dans le but, soit d'obtenir réparation d'un tort ou de se venger d'une offense, soit de procurer le bien général, il n'en demeure pas moins punissable, *s'il sait, au moment où il a commis le crime, que cet acte est contraire à la loi du pays* ». Si le prévenu *ne distingue pas le bien du mal*, il a toutes chances de ne pas savoir davantage que *son acte est contraire aux lois*. Outre la contradiction qui saute aux yeux, ce critérium est inapplicable en pratique.

Et cependant l'article 20 du Code pénal anglais est ainsi formulé :

« Aucun acte ne sera un délit si l'auteur, au moment où il le commet, est empêché, soit par la faiblesse du pouvoir mental, soit par quelque maladie attaquant son esprit : — de comprendre la nature de son acte, — ou de savoir, soit que cet acte *est défendu par la loi*, soit qu'il est moralement mauvais, — ou si, au moment où l'acte a été commis, son auteur, à raison d'une des causes sus-visées, est dans un état tel que la certitude d'être immédiatement frappé du *châtiment le plus sévère édicté par la loi pour ce cas* ne l'empêcherait pas de commettre cet acte, pourvu qu'on n'applique pas cette excuse légale au cas où cet état d'esprit a été produit par la faute même de l'auteur.— Un acte peut être un délit, quoique l'esprit de son auteur soit affecté d'une maladie ou manque de pouvoir mental, si cette maladie ou cette défaillance, ne produit pas, en fait, l'un des effets sus-définis, en ce qui concerne l'acte ».

Ce texte de loi n'est pas clair, encore moins précis ; et quel est le moyen pratique d'apprécier sainement tous ces critères ?

En Amérique, les mêmes tâtonnements et les mêmes contradictions se produisent.

Le critérium de l'irresponsabilité tout d'abord admis est l'impossibilité de distinguer le bien du mal. Puis, dans le procès Wier, en 1864, on affirme que, pour être reconnu responsable, il faut « posséder une force intérieure suffisante pour maîtriser les impulsions soudaines de son esprit en désordre ».

Plus tard, dans l'affaire Woodmann et dans le procès Pike, on fait un progrès immense sur la législation anglaise, en reconnaissant l'*aliénation mentale* comme base de l'irresponsabilité. « Aucun acte accompli par un individu en *état d'insanité* ne peut être puni comme un crime ou un délit », telle est la formule des statuts révisés de l'Etat de New-York.

En France, l'article 64 du Code pénal : « Il n'y a ni crime ni délit si le prévenu était en état de démence au temps de l'action » constitue un critérium foncièrement libéral. Il ne s'agit plus que de poser un diagnostic, qui ne laisse pas, certes, de présenter de nombreuses difficultés, dans certains cas déterminés, mais qui offre le sérieux avantage d'être basé sur des données scientifiques.

En Allemagne, la législation est peu précise. Le paragraphe 51 du Code pénal allemand déclare que : « Il n'y a pas d'acte punissable, lorsque son auteur était, lors de la perpétration de cet acte, privé de connaissance ou dans un état mental qui excluait le libre exercice de la volonté. »

Ce critérium ou plutôt ce double critérium est d'une application difficile. Nous disons : double, parce qu'en effet, à côté du critérium scientifique : l'état mental, on propose un critérium philosophique : le retentissement de cet état mental sur la volonté. Si bien que toute expertise médico-légale comporte deux solutions : l'une ayant trait au dérangement cérébral, l'autre indiquant le degré d'influence de ce dernier sur la volonté.

Cette seconde solution présente des difficultés, parfois insurmontables, dans tous les cas de folie dite partielle, à tel point que l'illustre Griesinger, à la fin de sa carrière, se contentait de répondre à la question purement médicale, scientifique, ses scrupules de conscience ne lui permettant pas de trancher radicalement et sûrement le point philosophique.

Le code pénal de Zurich renferme, au paragraphe 44, une formule analogue à celle du Code pénal allemand. De même pour le Code pénal de Hongrie, paragraphe 76.

La législation belge formule à l'article 71 que : « il n'y a pas d'infraction, lorsque l'accusé ou le prévenu était en état de démence au moment du fait. » Les législateurs belges ont donc simplement modifié la rédaction du Code français, de manière à rendre l'application du texte plus compréhensible, et à lui donner la forme d'un principe général applicable à toute infraction à la loi.

L'article 37 du code pénal hollandais déclare que « Quiconque commet un fait qui ne peut lui être imputé, à cause du développement incomplet ou du trouble maladif de son intelligence, n'est pas punissable » ; formule assez heureuse, en ce qu'elle distingue les deux cadres principaux dans lesquels peut rentrer l'altération des facultés mentales : *développement incomplet* ; *folie proprement dite*.

L'article 35 du projet du Code pénal russe est ainsi conçu : « N'est pas imputable le fait commis par un individu qui, soit par insuffisance de ses facultés intellectuelles, soit par dérangement maladif de son âme, soit dans un état d'inconscience, ne pouvait, au temps de l'action, comprendre la nature et le sens de ce qu'il faisait ou diriger ses actions... » Trois causes d'irresponsabilité sont donc prévues par ce texte : le développement incomplet, la folie proprement dite, l'état d'inconscience.

De ce court historique et de cette revue générale de la légis-

lation dans les principaux pays, nous pouvons conclure que le premier point, accepté comme base de l'irresponsabilité, a été l'existence de la folie totale. Ensuite apparurent, dans une marche fort incertaine, les nombreuses formules dont nous ferons bientôt justice.

Mais le critérium qui est empreint de la plus grande libéralité admet que tout individu est irresponsable, lorsqu'il était atteint d'aliénation mentale au moment de l'action, avec toutefois cette réserve importante : que cette aliénation fût assez grave et assez permanente pour enlever à l'individu toute liberté morale et toute possibilité de résister à l'entraînement de son état maladif, réserve maintenue en France et en Allemagne et qui a conduit plusieurs auteurs distingués à proclamer la théorie qu'ils ont appelée *de la responsabilité partielle*, dont les assises, comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire, reposent sur ce fait général, qu'un sujet peut être déclaré irresponsable ou responsable, selon que l'acte rentre ou ne rentre pas dans le domaine de son délire.

Examinons rapidement la valeur scientifique de ces divers critères :

1^o Pour être irresponsable, a dit le juge Tracy, il faut que l'individu « ne sache pas plus ce qu'il fait qu'un enfant, une brute ou une bête sauvage ». En d'autres termes, il faut qu'il soit *inconscient*. Or, la plupart des aliénés savent parfaitement ce qu'ils font ; seulement, ils ne peuvent point ne pas le faire. Ils sont sous l'empire d'une impulsion que leur volonté ne maîtrise plus. En conséquence, ce critérium est *faux* ;

2^o Le même reproche peut être adressé au discernement du bien et du mal en général. Nombre d'aliénés apprécient parfaitement ce qu'ils font ; mais ils sont entraînés par une force irrésistible ;

3^o Pour ce qui est du discernement du bien et du mal en particulier, son absence est fréquente chez l'aliéné. Certaines

mères croient, dans leur délire, procurer le plus grand des biens à leurs enfants en leur donnant la mort ; elles pensent hâter leur bonheur dans une vie future, etc. Comment savoir si ce n'est pas là une affirmation purement mensongère ? Et de plus, ici, comme ailleurs, tel qui juge sainement et sait qu'il fait mal *dans le cas particulier*, peut être l'instrument d'une impulsion malative. Cette base est donc *insuffisante* ; et, cependant, c'est, dit un des derniers commentateurs allemands : « *Ein Irrthum der heutzutage noch in der Englischen Gesetzgebung und Rechtsprechung bestheht und unzählige Justizmorde verschuldet hat* » : une erreur qui subsiste encore aujourd'hui dans la jurisprudence anglaise, et qui a été cause d'innombrables meurtres juridiques ;

4° L'acte est-il le fruit d'un délire, ou bien d'un motif analogue à ceux qui dirigent l'homme à l'état normal ? « Si l'homme a agi avec préméditation, par intérêt, haine, jalousie, etc., il doit être condamné, a-t-on dit, parce qu'il a été dirigé par un mobile analogue à celui des criminels ; si non, il a été entraîné et est irresponsable ». Ce critérium n'est pas acceptable, parce qu'il est impossible de déceler si l'individu a agi sous l'effet d'un mobile morbide ou sain, parce qu'aussi bien l'aliéné prémédite avec de grandes combinaisons, se laisse conduire par la haine, etc., mais avec cette différence capitale, qu'il *ne peut s'affranchir de ses idées* ;

5° Quant à la conception d'Hoffbauer, qui prescrit d'interpréter l'acte comme si le motif avait été réel au lieu d'être imaginaire, la clinique s'oppose à ce qu'elle soit recevable. Il est d'observation courante, en effet, que les aliénés commettent des actes qui ne sont presque jamais en rapport avec les motifs qui les ont fait agir, sans compter que les aliénés sont souvent poussés par une force irrésistible. En définitive, tous les critères précédents, faux ou insuffisants, et en contradiction avec la vérité scientifique ne pourraient que fausser la justice et doivent être rejetés.

CHAPITRE III

LE DÉLIRE PARTIEL ET LA RESPONSABILITÉ PARTIELLE DANS LE
MÊME MOMENT, DANS L'ESPACE. — SES PARTISANS. — RÉFU-
TATION.

Enfin, nous voici arrivés à l'examen du critérium le plus important, mais aussi le plus discuté. En vertu de ces motifs, nous avons cru devoir le détacher des autres pour en faire un chapitre distinct.

Ce critérium est formulé dans l'article 64 du Code pénal français : « Il n'y a ni crime, ni délit si le prévenu était en état de démence au temps de l'action. » D'après cette formule, l'existence de l'aliénation mentale au temps de l'action entraîne l'irresponsabilité de l'auteur. Ce dispositif général de la loi est préférable à une règle absolue. Il permet, en effet, de conclure à l'irresponsabilité d'un aliéné alors même que l'acte commis serait sans aucune liaison apparente avec le délire du prévenu.

Mais des discussions se sont élevées parmi les magistrats et même parmi les médecins, précisément à cause de la seconde partie de ce même article 64.

Le premier terme proclame la démence comme cause d'irresponsabilité ; le second admet que, sans être dément, le prévenu peut également échapper à toute pénalité « lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ».

Il semble au premier abord que la loi, ayant déjà nommé la démence et voulant embrasser tous les cas où l'individu a perdu sa liberté d'action, n'ait voulu faire allusion ici qu'à toute contrainte extérieure, à toute force physique irrésistible.

Il n'en est rien, et nous sommes avec Tardieu pour affirmer que la loi n'a pu faire abstraction de cette contrainte morale, de cette force intérieure, psychique, de cette impulsion morbide irrésistible que subit l'aliéné et qui, « dominant sa volonté éteinte ou pervertie, est, dans l'immense majorité des cas, la raison des crimes commis par l'aliéné ».

En d'autres termes, tout individu dément est irresponsable, mais avec cette réserve fort importante, qui a été maintenue dans la jurisprudence des tribunaux, à savoir : « pourvu que le trouble mental soit assez grave et assez permanent pour enlever toute liberté morale et toute possibilité de résister à l'impulsion morbide. »

Mais si un aliéné, ne délirant que sur un point, ne *paraît pas* avoir un trouble mental « assez grave et assez permanent pour lui enlever toute liberté... » (cas le plus fréquent pour les aliénés affectés d'un délire dit partiel), il peut être reconnu responsable. Il le sera, lorsque l'acte qui lui est reproché ne rentrera pas dans la sphère de son délire, suivant le principe de la responsabilité partielle dans l'espace. Ce qui revient à dire implicitement que le fou partiel aura perdu la « possibilité de résister à l'impulsion morbide », toutes les fois qu'éclatera aux yeux la relation intime entre l'acte et son délire, tandis qu'il aura conservé son libre arbitre à peu près intact dans tous les cas, au contraire, où l'on n'aura pu déceler aucun lien psychologique de cause à effet entre ces deux termes.

Ce critérium n'est donc applicable qu'à la folie partielle. Il peut se résumer ainsi : tel acte est-il le fruit du délire ou étranger au délire ?

A cette question, la réponse est facile.

Mais nous verrons que l'interprétation légale n'est pas aussi commode, et que l'accord est loin de régner parmi les nombreux auteurs qui ont essayé d'apporter, sur ce point obscur, les lumières de leur science mentale ou juridique.

Citons au début ceux qui prétendent que, *fruit du délire ou étranger au délire*, tout acte commis par la plupart des fous partiels leur est imputable.

Casper, ancien professeur à Berlin, s'exprime ainsi : « Nous voyons des milliers de monomanes qui sont restés toute leur vie dans le même état, sans qu'il se manifeste aucune réaction générale, et sans qu'ils puissent pourtant s'affranchir de leur idée fixe ; ils en sont cependant maîtres ; ils l'avouent, ils en rient, ils consentent même à ce qu'on la combatte. *Ceux-là évidemment sont responsables, même des actions commises en vertu de leur idée fixe* ».

Ott expose son opinion en ces termes : « Pour ma part, je pense que dans la folie partielle, *l'aliéné peut être responsable même d'actes qui n'ont pas d'autre mobile que l'idée fausse qui constitue l'aliénation* ».

À côté de ces opinions trop absolues, nous trouvons celle de V. Molinier, dans un article publié, en 1854, dans les *Annales médico-psychologiques* : « En principe, dit-il, tout individu, qui a exécuté avec discernement un acte illicite et incriminé par la loi, doit être puni. En fait, *une folie partielle peut ne pas exclure le discernement pour des actes par rapport auxquels il n'y a jamais eu de délire* ».

V. Molinier n'admet donc la responsabilité que pour les actes commis en dehors des idées délirantes.

Delasiauve partage la même opinion : « Le malade échappe à l'imputabilité, dit-il, quand le délire est notoire, et lorsqu'il est, bien que limité, le principe de l'acte répréhensible. Quand l'incrimination repose, au contraire, sur des faits dont le mobile est étranger à l'aliénation, il appartient alors aux experts de

rechercher, dans leur prudence, en tenant compte des circonstances antécédentes ou actuelles, le degré d'influence que le sentiment morbide a pu exercer sur l'action du libre arbitre ».

On trouve la même idée énoncée par Belloc, dans les *Annales médico-psychologiques* de 1861.

Legrand du Saulle, le plus ardent des défenseurs de la responsabilité partielle, s'exprime ainsi à la Société médico-psychologique : « Un homme atteint de délire partiel cède à l'impulsion d'un penchant insolite. Devons-nous déclarer que la lésion circonscrite de son intelligence a bouleversé à ce point sa raison que, parmi les actes qu'il a commis, on ne puisse fréquemment en laisser quelques-uns à sa charge ? Irons-nous exclure tout discernement lorsque le fait incriminé sera nettement en dehors des aberrations habituelles ? »

Brierre de Boismont pense également que la responsabilité peut atteindre le délirant partiel toutes les fois que le délit ou crime a été commis en dehors de la conception délirante.

M. Tarde, dans sa *Philosophie pénale*, admet bien qu'un individu reconnu fou est irresponsable. Cependant il ajoute : « Tout le problème sera de savoir si, dans certains cas, l'impulsion morbide n'étant pas très forte, étant telle qu'un bon frein eût résisté, la faiblesse tout à fait anormale du frein de l'individu est imputable à une évolution pathologique ou n'est pas plutôt la résultante de toute une vie de vices et d'infractions moindres aux lois sociales, de toute une série d'actes qui n'ont pas eu la folie pour cause, mais qui s'expliquent comme les actes habituels dont l'individu est responsable, en sorte que, comme le dit saint Augustin, par son « mauvais vouloir », l'individu a fini par perdre son « bon pouvoir ».

M. le docteur Henri Contagne déclare que cette théorie, « vue d'un mauvais œil par les aliénistes confinés dans les études cliniques, affirme tous les jours sa valeur pratique dans

le domaine des expertises judiciaires, où l'on peut dire qu'elle a acquis droit définitif de cité. »

M. Ball, professeur à la Faculté de médecine de Paris, au sujet du crime de Villemomble, s'est montré partisan de la responsabilité partielle. Après avoir étudié Euphrasie Mercier, ses antécédents héréditaires et personnels, il a acquis la certitude de la dualité de cet être complexe, de cette visionnaire doublée d'une commerçante très pratique. Il a vu « d'une part, un crime commis, non seulement avec préméditation, mais avec un luxe extraordinaire de précautions et de combinaisons savantes, une habileté remarquable dans l'échafaudage des opérations financières destinées à faire passer la fortune de la victime dans les mains de l'assassin..., d'autre part, un état de folie héréditaire s'étendant à tous les membres d'une même famille presque sans exception et présentant les caractères les plus évidents du délire religieux. D'une part, le type achevé de l'intelligence au service du crime ; d'autre part, les indices les plus manifestes de l'aliénation mentale ; » et pour lui, l'Euphrasie cupide est responsable, si l'Euphrasie mystique ne l'est pas. Voici du reste comment il formule son opinion : « Les aliénés, dit-il, et ils sont nombreux, qui ont conservé une partie souvent considérable de leur fortune intellectuelle, sont incontestablement gouvernés, dans une certaine mesure, par les mêmes sentiments, par les mêmes instincts et les mêmes motifs, que les autres hommes ; et c'est pourquoi, dans quelques cas particuliers, on est en droit de leur appliquer les principes du droit commun. »

Certains juristes, tels que Carrara, Pessima, Chauveau et Hélie Brusa, etc., admettent l'irresponsabilité du monomane pour tout acte en rapport avec le délire, mais le déclarent responsable pour tous les cas en dehors du délire.

Il suffit de ces quelques citations pour pouvoir conclure que la responsabilité partielle ou même absolue des monomanes

est admise par quelques esprits éminents. Réfutons rapidement leurs arguments.

L'opinion de Casper n'est pas recevable. La clinique s'oppose à ce qu'on admette l'imputabilité d'un acte commis sous l'empire du délire et en rapport avec ce délire. Et Legrand du Saulle, lui-même, regrette que le médecin-légiste de Berlin soit allé aussi loin dans la voie de la répression. Nous joignons nos regrets aux siens ; car l'autorité du nom de Casper a dû exercer une grande influence sur l'esprit des juges, et leur faire rendre parfois des arrêts entachés d'une sévérité par trop rigoureuse ou même d'une scandaleuse iniquité.

Mais nous ne pensons pas également que la théorie préconisée par Delasiauve, Belloc, Legrand du Saulle, soit plus acceptable.

La plupart des aliénistes la voient d'un mauvais œil, comme dit le docteur Contagne, parce que précisément, « confinés dans les études cliniques », ils ont pu remarquer qu'elle ne répondait nullement aux faits d'observation courante.

D'où vient cette divergence de vues ?

Elle découle de la notion différente que les auteurs se sont faite au sujet de la monomanie.

C'est Esquirol qui créa le terme de monomanie, pour exprimer l'état d'un individu en proie à *une seule* (μόνος, seul) idée délirante. Ce fut la *monomanie* dite *intellectuelle* pour indiquer que les facultés intellectuelles étaient atteintes et que le malade agissait sous l'effet d'une conception délirante. Georget, élève d'Esquirol, décrivit la *monomanie instinctive*, dans laquelle l'intelligence est intacte et la *volonté seule malade*. Quant à la *monomanie raisonnante*, elle répondait au perversissement des penchants, sans aucun trouble de l'intelligence ni de la volonté.

Delasiauve ne trouve pas que le mot monomanie ni celui de lypémanie, imaginés par Esquirol, satisfassent aux nécessités

de la science. Ces termes ont l'inconvénient : le premier, de borner l'acception à une altération mentale *unique*, alors qu'il peut y avoir plusieurs délires ; le second, de prendre pour caractère spécial et fondamental une disposition triste et déprimante qui n'est pas forcément la règle.

Mais, qu'il y ait un ou plusieurs délires, cet auteur pense tout de même que la monomanie, si tant est qu'on puisse conserver ce mot, consiste dans une lésion de l'ordre sentimental et que cet état monomaniacal, ou plutôt « *la folie sentimentale* » comme il l'appelle, est compatible avec la possibilité des opérations intellectuelles.

Ainsi donc, pour les partisans de la responsabilité partielle, la monomanie n'implique qu'un trouble partiel de l'esprit. C'est une ou plusieurs idées délirantes implantées dans un cerveau sain sous tous les autres rapports.

Morel et Falret ne croient pas à l'existence des monomanies pures. Ils prétendent avec Delasiauve qu'à côté de la conception délirante principale, il y a toujours d'autres idées secondaires qui relèvent également du délire. Aussi Falret a-t-il cru devoir introduire des catégories de délire oligomaniacal et polymaniacal, pour répondre à la gradation des faits. Mais, à l'encontre de l'opinion de Delasiauve, ces deux auteurs soutiennent que cette lésion n'est pas seulement de l'ordre *sentimental* et qu'elle n'a nullement son point de départ dans les affections et les instincts. Pour eux, il n'y a pas de trouble partiel de l'intelligence ; le terrain sur lequel a germé ce délire oligo ou polymaniacal n'est plus physiologique, mais pathologique, et par conséquent entraîne l'irresponsabilité.

Les importants travaux de M. Magnan sur la folie des dégénérés constituent une éclatante démonstration de cette vérité clinique. Le docteur Legrain, dans sa thèse, a exposé en détail la théorie de Magnan, avec, à l'appui, de nombreuses observations qui tendent à prouver que les monomanies ne

sont autre chose que des syndromes épisodiques, pouvant se greffer sur un état pathologique plus général, lequel offre d'autres symptômes parfaitement distincts.

En clinique, la dégénérescence mentale affecte trois aspects différents : un *état mental* caractérisé par le fonctionnement isolé des différents centres cérébro-spinaux, au point de vue physiologique, et au point de vue mental, par le manque de pondération des diverses facultés ; un *état syndromique* revêtant la forme d'obsessions ou impulsions absolument irrésistibles, accompagnées d'une lucidité complète de l'esprit et d'une angoisse qui ne s'apaise qu'une fois l'impulsion satisfaite ; enfin un *état délirant* caractérisé par une variabilité qu'on ne retrouve pas dans les autres formes de vésanies.

Les syndromes peuvent exister un à un ou associés ; quelquefois ils se produisent successivement, d'autres fois enfin un seul se manifeste et reparait à chaque crise. Mais l'état mental sur lequel les syndrômes se greffent comme une superfétation ne fait jamais défaut. Cet état mental peut exister seul sans les syndromes, et ceux-ci sans l'état délirant. On le voit, les syndrômes épisodiques présentent les mêmes caractères que les anciennes monomanies. De plus, si l'on observe que ces deux ordres d'affections dérivent de la même source : l'hérédité, on aura démontré leur identité.

« Les monomanies ne sont donc que les différentes formes revêtues par une *maladie générale* : la dégénérescence mentale héréditaire, et doivent par conséquent rentrer dans le cadre des *folies générales*, qui participent à l'immunité de la sanction pénale. »

Certes, ce n'est pas d'aujourd'hui que des esprits remarquables ont pensé que le terrain sur lequel s'implantait la monomanie était un terrain morbide.

Lisez la *Physiologie* de Fernel, médecin d'Henri II. « Comment se pourrait-il faire, disait-il, que les facultez estant en

mesme lieu et place, que l'action de quelqu'une fût empêchée les autres demeurant saines et en leur entier » ? Cette phrase, écrit Henry Bonnet, donne toute la théorie du délire partiel et « pour moi repousse la monomanie pure ».

C'est à Paul Zacchias, médecin d'Innocent X, que revient l'honneur d'avoir, non pas le premier, puisque Fernel y avait pensé, mais le mieux présenté autrefois la doctrine du délire partiel ou monomanie. Dans son livre II : « *De signis non sanæ mentis* », il fait remarquer judicieusement que *beaucoup de fous* ont de la raison et n'en manquent que sur l'objet de leur folie : « *Hi omnes in cunctis bene quoad rationem si habebant in uno delirantes, in his tamen omnibus manifestam fuisse insaniam quis non videret* ».

« Bien que les monomanes ne déraisonnent que sur un point, dit-il ailleurs, ils sont sujets à délirer d'un instant à l'autre sur les choses dans lesquelles ils semblent se conduire avec prudence ».

D'Aguesseau parla plus tard comme Zacchias.

Aux délires partiels, aux prétendues monomanies doit donc correspondre une irresponsabilité absolue et non une responsabilité partielle ; car « dans les folies partielles, le délire est souvent aussi profond, aussi étendu que dans les folies généralisées ; il n'y manque que l'aspect physique et l'état habituel d'excitation ou de dépression qu'on remarque dans ces dernières ». (Régis.)

Telle était aussi l'opinion de Cavalier, aliéniste de Montpellier. « Les facultés sont solidaires, professait-il, et le trouble manifeste de quelques-unes dénote une altération profonde de l'intelligence. Mais, *en apparence*, et pendant une assez longue période de temps, les désordres psychiques peuvent être limités ».

M. le professeur Mairét, dans ses leçons cliniques consacrées à l'étude de l'hérédité et recueillies par M. le professeur-

agréé Bosc en 1895, exprime avec sa haute compétence la même opinion que MM. Magnan et Legrain. « Il n'y a pas, dit-il, de délire partiel, il y a des délires qui se traduisent par des idées particulières ; mais ces idées ne font que colorer *un fond toujours existant*, lequel peut être très peu marqué au moment de la rémission. »

Nous partageons entièrement cette manière de voir ; et nous pensons, avec tous les auteurs dont nous venons de produire les opinions, que la monomanie, *en apparence* trouble cérébral partiel, constitue *en réalité* un symptôme ou un syndrome de maladie générale de l'encéphale.

Du reste, les monomanies seraient-elles vraiment des troubles distincts intéressant une partie seule de l'esprit, on ne devrait pas conclure, tout de même, à la responsabilité, à propos d'un acte qui *paraît* n'avoir aucun rapport avec le délire. Qui peut dire, en effet, si la portion morbide n'a pas influé sur la décision ? De ce qu'on ne voit aucun rapport, cela ne prouve pas qu'il n'en existe point ; et, comme le dit Falret, on n'a pas encore inventé un *psychomètre* qui puisse mesurer mathématiquement le degré de responsabilité.

On sait, d'ailleurs, que l'homme sain d'esprit obéit, parfois inconsciemment, à certains motifs, si bien que, lorsqu'il veut se rendre compte de la cause qui l'a fait agir, il attribue son acte à un mobile tout autre que celui qui a produit la détermination. On se convainc de ce fait psychologique, qui paraît fort surprenant au premier abord, en lisant les ouvrages de M. Ribot sur la maladie de la personnalité et de la volonté. Si l'homme, en parfaite santé cérébrale, peut ainsi parfois ne pas rapporter exactement un acte à son vrai mobile, comment le phénomène ne pourrait-il pas se produire au sujet d'un aliéné ? C'est pour nous un profond étonnement de constater qu'on ait cru devoir apporter, dans l'appréciation de la conduite d'un fou, un système de rigoureuse logique, qui n'est

même pas applicable à l'homme en pleine possession de ses facultés. Aussi n'hésitons-nous pas à proclamer, avec Maudsley, que « c'est une prétention excessive, lorsque deux symptômes de maladie existent, le délire et l'acte criminel, d'exiger la preuve que l'un est la cause de l'autre, et de vouloir à toute force que les effets d'une cause commune soient, l'un par rapport à l'autre, cause et effet. Des profondeurs du désordre des sentiments où le délire a ses racines, il peut surgir à tout moment une folle impulsion complètement indépendante du délire, mais engendrée comme lui par la maladie. »

Il est donc cliniquement impossible de déclarer catégoriquement qu'un acte commis par un aliéné n'est aucunement en rapport avec la sphère de son délire et doit, en conséquence, lui être imputable.

En supposant même que cette question soit susceptible, comme le croient les partisans de la responsabilité partielle dans l'espace, d'une solution nettement tranchée, s'il était bien vrai, en d'autres termes, qu'un aliéné puisse, au même moment, être jugé responsable de tel acte et irresponsable de tel autre, cette solution impliquerait logiquement le morcellement du libre arbitre. En effet, à l'aliénation mentale correspond l'irresponsabilité : si l'on fragmente cette responsabilité, il faudra nécessairement calculer le degré plus ou moins grand de libre arbitre conservé par l'aliéné, et, en définitive, comme le veut Dally, on aboutira à l'assimilation du crime et de la folie, c'est-à-dire que l'on jugera l'aliéné comme si l'on avait devant soi un simple criminel.

Certes, il est de toute évidence que chaque individu possède un degré de libre arbitre variable suivant son âge, sa fortune, sa position sociale et son éducation. Cette différence se retrouve chez les aliénés ; et, sur ce point, juristes et aliénistes sont d'accord. Aussi peut-on, à l'exemple de Falret, établir une échelle descendante qui irait de l'homme-

type, au point de vue moral et intellectuel, au dernier degré de démence dans le sens médical du terme, et une échelle ascendante juxtaposée, partant de l'irresponsabilité absolue pour aboutir à la responsabilité entière. Mais cette gradation, parfaitement conforme à la réalité des faits, est-elle admissible au point de vue pénal?

Comment pourra-t-on graduer exactement le degré d'imputabilité?... S'il est indifférent de commettre une erreur dans l'appréciation de la responsabilité morale, il n'en va pas de même pour la responsabilité légale. La conscience de l'expert lui défendra souvent de se prononcer et ses scrupules lui dicteront une conduite analogue à celle du sage Griesinger.

Voilà pourquoi nous ne pouvons admettre ce critérium, qui est aussi flottant et aussi peu précis que peut l'être l'appréciation d'un concept aussi abstrait que celui de la responsabilité.

Du reste les médecins appelés à émettre leur avis auront bien des chances, sinon de se contredire, du moins de ne pas tomber parfaitement d'accord. Témoins, ces experts dont il est question dans une affaire rapportée dans un travail de Delasiauve. « Ces experts concluaient à une responsabilité partielle qu'ils basaient sur un délire partiel, hypochondriaque, avec idées de persécution et d'empoisonnement. Le président des assises présenta la fameuse échelle de la responsabilité à chacun des experts et leur fit indiquer du doigt sur quel échelon devait être placé l'accusé. Ils ne comprirent pas le danger de cette question captieuse, *aucun ne désigna le même*. Tel est l'inconvénient des rapports concluant à la responsabilité partielle ».

« Il faut donc aujourd'hui écarter du domaine de la pathologie mentale cette conception fautive d'altérations isolées de la volonté, de monomanies caractérisées par une impulsion irrésistible à l'acte dont on est inculpé, le libre arbitre n'étant annihilé que pour des actes en rapport avec la conception déli-

rante, mais fonctionnant bien pour tous les actes qui se trouveraient en dehors de sa sphère morbide. » (Garraud).

Ce critérium, d'ailleurs, malgré l'opinion de Brusa, n'est pas conforme aux sentiments du peuple et ne plait pas généralement aux médecins.

« Il ne peut plaire davantage, écrit Hamon, à tout philosophe, à tout penseur sans parti pris, par cette raison bien simple et péremptoire *que c'est une... absurdité.* »

Ce concept de la responsabilité partielle dans l'espace est un compromis passé entre les juristes d'une part et les aliénistes d'autre part. C'est un *modus vivendi* qui ne peut satisfaire personne, car il est en contradiction flagrante avec les principes scientifiques et les dogmes métaphysiques chers aux partisans du libre arbitre et à la magistrature.

Ce sont surtout les médecins légistes qui ont ainsi tenté de concilier la science et la tradition.

Le libre arbitre était considéré par les classiques tels que Descartes, Pascal et Bossuet, comme tout entier absent ou tout entier présent, c'est-à-dire que la responsabilité était tout entière ou n'était pas. De nos jours, il n'en est plus de même ; et, comme le dit l'abbé de Baets, l'homme est responsable de ses actes dans la même mesure que ses actes dépendent du libre arbitre. Celui-ci est partiellement annihilé, donc la responsabilité doit être partielle. La majorité des aliénistes, « confinés dans les études cliniques », pense tout autrement et à juste titre.

Que déclare en effet un expert, en affirmant la responsabilité partielle d'un prévenu, si ce n'est précisément que ce prévenu est partiellement anormal, ayant le cerveau en partie malade, affecté ? Dans ce cas, il s'agit d'un fonctionnement irrégulier, anormal de l'appareil cérébral.

En réalité donc, quoique implicitement, les partisans de cette théorie affirment, d'une façon plus ou moins nette, que

l'inculpé a le cerveau divisé en au moins deux portions, dont l'une saine et l'autre malade. Ils le rendent responsable des actes émanant de la portion saine et irresponsable de ceux dérivant de la portion affectée. Mais comment reconnaître la source saine ou morbide des actes ? Nous savons pertinemment que tel acte conscient, réfléchi, longuement délibéré, dans un but sensé, préalablement fixé par le sujet, peut parfaitement être le fruit d'une impulsion morbide irrésistible. « Aucun fait clinique, aucune observation, aucune expérience n'autorise à répartir ainsi les actes.... C'est une simple vue de l'esprit, une hypothèse sans base, illogique ».

Qui peut démontrer qu'une idée délirante implantée dans un cerveau n'est pas le produit d'une lésion et ne réagit pas sur tout le fonctionnement mental ? La logique et la raison font pencher vers l'opinion contraire. Il ne nous paraît pas contestable que, l'appareil cérébral étant en activité, c'est-à-dire en mouvement, toutes ses parties s'influencent les unes les autres.

Comment prouver alors que tel acte criminel n'a pas sa source dans une idée délirante éclosée et développée en d'autres départements cérébraux ?

Certes, on a bien trouvé à localiser certaines facultés dans telle ou telle partie précise de l'encéphale, mais l'indépendance absolue de chaque élément est un mythe ; et si la physiologie n'a pas encore su démêler, d'une façon parfaite, tous les liens qui relient les différents centres cérébraux, l'anatomie et l'histologie surtout nous font voir, à l'aide du microscope, de nombreuses fibres commissurales, sorte de fils télégraphiques que la nature, dans son admirable simplicité et son horreur de toute inutilité, eût laissées dans le néant si elles n'étaient, sans aucun doute, nécessaires au fonctionnement général du cerveau. Aussi bien croyons-nous à l'unité du mécanisme mental.

Atteint dans un de ses rouages, il ne peut que mal ou imparfaitement fonctionner. Qui pourra dès lors déclarer, chez un individu où l'esprit est un mélange de bon sens et de folie, que l'état psychique de folie n'affecte pas l'état de bon sens, ne l'amointrit pas ? Qui pourra soutenir qu'un cerveau, affecté en un de ses centres, fonctionne aussi régulièrement que s'il était intégralement sain ? est doué de la même liberté morale ?... du même pouvoir de résistance ?...

Toutes ces questions primordiales demeurent sans réponse. Les défenseurs de la responsabilité partielle affirment l'idée, et cela leur suffit.

M. Tarde essaie bien d'étayer son opinion du parcellement de la responsabilité sur le principe : *natura non facit saltus*.

Mais ce principe ne peut s'appliquer qu'aux états de conscience, qui sont d'un ordre naturel, et non pas au concept de responsabilité, qui ne saurait être un produit de la nature, mais qui est véritablement une conséquence sociale, une qualité donnée par les hommes à tous les hommes vivant en collectivité.

En résumé, cette réserve, maintenue dans la jurisprudence à côté de l'article 64 et qui en infirme, dans bien des cas, la portée juridique, ne peut pas constituer un critérium ferme, scientifique. Elle a ouvert la porte à la théorie de la responsabilité partielle dans le même moment, dans l'espace, dont nous venons de faire longuement le procès.

Ce n'est donc pas un critérium recevable ; et néanmoins, il importe au premier chef que magistrats et médecins se basent sur un critérium fixe, solide. *Ce critérium ne peut être que l'existence même de la maladie mentale au moment de l'action, sans aucune réserve.* Car, nous ne pensons pas qu'on puisse admettre des portions d'aliénés. Avec foule d'aliénistes et de criminologues nous disons : l'individu est fou ou il ne l'est

pas ; s'il est fou, il est irresponsable. Est-il admissible que l'on puisse affirmer la responsabilité, sans pouvoir affirmer en même temps l'intégrité absolue des fonctions cérébrales ? Certainement non. Or, pour s'assurer de cette intégrité, il faut, comme l'a écrit M. Corre, que le substratum anatomique n'ait subi aucune altération avant l'acte. Pour savoir cela, il faut... la dissection !

Aussi bien, dirons-nous avec M. Hamon : « C'est pour nous un profond étonnement de voir des médecins et non des moindres, mesurer, sans avoir de mètre, la responsabilité des délinquants. Logiquement, ces experts, au lieu de conclure à la responsabilité partielle, devraient conclure à l'anormalité du cerveau du prévenu, c'est-à-dire à une *maladie cérébrale* ; alors, la déduction nécessaire serait que l'activité mentale et ses manifestations sont anormales et que, par suite, l'inculpé est irresponsable. »

— En définitive, si, comme le dit justement Falret, en observant attentivement un individu, on arrive à se convaincre qu'il présente les caractères de l'état de raison, quel qu'ait été d'ailleurs, chez lui, l'entraînement de la passion ou des circonstances, on doit admettre qu'il était libre, qu'il aurait pu résister..., par conséquent, qu'il est coupable. Tout ce qu'on peut demander pour lui, c'est le bienfait des circonstances atténuantes.

Dans le cas opposé, au contraire, si le médecin expert arrive à constater l'état de folie du sujet confié à son examen, quelque apparence de raison et de liberté morale que cet individu ait conservée, il doit être considéré comme irresponsable, et on doit l'absoudre comme malade. En dehors de ce critérium net et positif, on ne peut rencontrer, en médecine légale, que contradictions, obstacles insurmontables et situations insolubles....

« Où s'arrêter dans l'application de la doctrine de la respon-

sabilité partielle ? Aux aliénés raisonnants ? Mais ces malades sont ceux chez lesquels les actes ont peut-être le plus d'irrésistibilité, chez lesquels la maladie réside surtout dans le caractère involontaire et automatique de ces actes, plutôt que dans un trouble étendu de l'intelligence. Aux délires partiels les plus limités, aux prétendus monomanes ? Mais ceux qui paraissent avoir le délire le plus restreint sont souvent ceux qui présentent le délire le plus complexe et le plus variable... Une fois entré dans cette voie, on ne peut plus s'arrêter ».

Nous croyons, avec notre maître M. le professeur Sarda, que c'est sur ce terrain solide que le médecin devra se placer, toutes les fois que le magistrat lui demandera si un inculpé est ou n'est pas responsable. Il n'aura pas à rechercher si l'acte incriminé rentre ou non dans la sphère de son délire, mais bien s'il est aliéné ou sain d'esprit. Il se gardera donc de déclarer que tel acte d'un aliéné est punissable et que tel autre ne l'est pas : car il ignore la mesure du dérangement des facultés intellectuelles, et il est vraisemblable que tel acte, qui paraît étranger au délire, a été commandé par un cerveau débile et doit, par suite, échapper à la répression.

En un mot, le médecin expert conclura qu'au moment de l'acte, l'inculpé était responsable ou irresponsable, selon qu'il était sain d'esprit ou malade.

CHAPITRE IV

LA RESPONSABILITÉ PARTIELLE QUANT AUX MOMENTS, DANS LE TEMPS.

ÉTATS MORBIDES AUXQUELS ELLE PEUT S'APPLIQUER.

Ainsi donc c'est la folie, contemporaine de l'acte, qui est le critérium de l'irresponsabilité ; et nous n'admettons pas la responsabilité partielle dans le même moment, dans l'espace ; car le délire prétendu restreint, partiel, ne l'est, le plus souvent, qu'*en apparence*. Aussi déclarons-nous irresponsable le responsable partiel de Legrand du Saulle, sans craindre, *dans notre théorie ultra-philanthropique et absurde*, d'après Casper, de faire *étalage d'une indulgence inépuisable*.

Effectivement, le domaine de l'irresponsabilité s'est considérablement accru de nos jours, et la science pénale contemporaine en étend sans cesse encore les limites. Cantonné aux cas de folie à grand orchestre, durant le XVIII^{me} siècle, il s'agrandit peu à peu grâce aux observations magistrales de Pinel, à la doctrine des monomanies d'Esquirol, à celle des dégénérés héréditaires de Morel, et enfin aux recherches quotidiennes de nos savants anthropologistes. Les scientifiques sont les ardents pionniers du progrès et les promoteurs infatigables de ce courant irrésistible qui brise violemment les vaines résistances des juristes arriérés. Mais est-ce à dire, comme le veulent MM. Dally et Hamon, que cette irresponsabilité en arrive fatalement jusqu'à l'assimilation du criminel et de l'aliéné ?

Nous ne le pensons pas : Le criminel « inintimidable » de Lombroso, le criminel-né fait pour le crime comme la guillotine pour tuer, présente bien, il est vrai, tous les caractères de dégénérescence du fou moral, à telles enseignes que l'école anthropologiste française n'établit aucune distinction entre eux. Nous reconnaissons même que ces criminels-nés, ou fous moraux, ne constituant qu'une catégorie d'individus assez restreinte, ne peuvent rentrer que pour un contingent minime dans le bilan de la folie pouvant aboutir au crime ; en d'autres termes, nous déclarons qu'à côté de la folie morale, bien d'autres maladies mentales peuvent également conduire au crime. Mais à tout prendre, nous n'en déclarons pas moins formellement que tous les criminels ne sont pas fatalement des aliénés.

Et c'est pourquoi, repoussant la responsabilité partielle dans l'espace, nous sommes tout prêt à admettre, avec Falret, qu'il est des moments, dans la vie des aliénés, où ils peuvent être reconnus soit entièrement, soit partiellement responsables.

Autrement dit, nous proclamons que certains aliénés ou candidats aliénés, qui ne présentent plus, depuis quelque temps ou pas encore au moment de l'acte incriminé, les signes cliniques positifs d'une maladie cérébrale doivent être tenus pour des responsables partiels. Remarquez que nous nous gardons de parler d'atténuation ; car le responsable atténué, nous l'avons dit, n'évite pas plus la prison que la flétrissure, tandis que nous envoyons notre responsable partiel dans un asile.

Passons en revue les divers états morbides auxquels peut s'appliquer la responsabilité partielle dans le temps, telle que nous l'avons définie et que nous l'acceptons.

Tous les malades atteints de délire prétendu partiel sont, nous l'avons vu, absolument irresponsables, lorsque, sous l'empire du délire, ils ont commis un acte répréhensible, que cet acte soit ou non en rapport avec la sphère du délire. Ils

peuvent être jugés partiellement responsables, lorsqu'au moment de l'action, celle-ci étant en dehors des idées délirantes, le médecin a pu déclarer qu'ils ne présentaient aucun symptôme morbide et diagnostiquer un intervalle lucide parfaitement caractérisé, assez net et assez prolongé ; « car on ne doit pas plus s'embarrasser, pour porter un jugement, d'une petite lueur de raison dans une époque de délire que d'une petite tache dans une grande existence ».

Du reste, plusieurs médecins, comme Billod, n'admettent pas ces intervalles. J. Falret croit à leur existence, mais aussi à leur rareté.

Si l'acte commis durant un intervalle lucide est en corrélation évidente avec l'objet dominant du délire passé ou futur, on pourra déclarer, suivant les circonstances, soit l'irresponsabilité absolue, soit la responsabilité partielle. Mais, dans toutes les expertises, le médecin devra toujours se mettre en garde contre une simulation possible, et, sauf ce cas, ne jamais conclure à une responsabilité absolue.

Si l'on a pu contester l'existence des intervalles lucides, il est un fait clinique universellement reconnu, c'est la question des rémissions, des intermissions et des intermittences.

La paralysie générale, à la fin de sa période initiale, nous offre le plus souvent un exemple de rémission parfaitement net. Le paralytique général, d'ordinaire insoumis, orgueilleux et content, devient tout à coup soumis, respectueux et triste : le calme fait suite à l'agitation et au délire des premiers temps. Il s'intéresse à sa famille, à ses affaires et récupère la faculté de raisonner. Parallèlement, les caractères somatiques de la maladie s'atténuent, deviennent difficilement perceptibles, mais *un esprit exercé arrive toujours à les déceler* : ce qui distingue la rémission de l'intermission, où le délire disparaît complètement. Cet état de rémission peut se maintenir des années entières. Est-ce la guérison ? Nullement. C'est tout simplement un

temps d'arrêt dans le processus morbide ; mais la lésion n'en persiste pas moins ; et la preuve, c'est que, par un examen attentif et approfondi, on ne tarde pas à se rendre compte de la mobilité et de l'émotivité excessive du sujet.

En présence d'un fait incriminé, que fera-t-on ?

Si l'acte est en rapport avec l'idée délirante antérieure, il faut, malgré la rémission évidente, déclarer l'irresponsabilité absolue. S'il n'est pas possible, au contraire, de découvrir le moindre rapport entre le délire et le fait, on conclura à la responsabilité partielle, jamais à la responsabilité absolue. Mais, nous tenons à le répéter encore, cette responsabilité n'est pas partielle dans le même moment, dans l'espace ; elle n'existe pas pour certains actes, alors qu'elle serait supprimée pour d'autres. Elle est variable *dans le temps*, selon les moments et non au même instant ; elle est nulle pendant les périodes d'accès, et peut devenir *partielle* pendant les périodes de rémission, que le médecin seul peut constater et proclamer. C'est là justement que réside toute la difficulté : le diagnostic fait, et bien fait, le problème sera tout résolu. Il en va de même pour toutes les folies à formes alternes, telles que la manie, la lypémanie et le délire des persécutions.

Les mêmes considérations sont applicables aux périodes d'intermission. Le malade ne délire plus ; mais il s'irrite contre tous ceux qui ont contribué à son internement. Il n'admet pas avoir été aliéné, articule des mensonges, profère des menaces. Cet état dure à peine quelques jours, pendant lesquels le malade doit être considéré comme irresponsable.

Quant aux intermittences, qui se caractérisent par l'absence complète du délire comme l'intermission, mais qui se différencient de cette dernière par le calme et la durée appréciable de cet état, nous ne pouvons, malgré toutes les apparences d'identité qu'elles offrent avec la guérison, les confondre avec elle. Il nous répugne en effet d'admettre la synonymie, bien

hypothétique du reste, des termes *intermittence* et *guérison*. L'intermittence implique l'idée de rechute probable que ne comporte pas le vocable *guérison* ; et, pour nous, l'intervalle qui sépare l'intermittence, si vraie soit-elle, de la guérison définitive est tout aussi net et tout aussi considérable que celui qui sépare le probable du certain.

C'est assez dire que nous n'admettons pas, dans ce cas, la responsabilité absolue, mais bien la responsabilité partielle, prêts à revenir sur notre décision si nous arrivons à constater que la prétendue intermittence était bien la guérison : constatation qui ne peut d'ailleurs sérieusement et scientifiquement se faire qu'après une assez longue période de temps. Nous aimons mieux, dans tous les cas, pécher par excès d'humanité et de libéralisme et ne pas nous exposer à faire jeter en prison un individu qui pourrait n'être, somme toute, qu'un malheureux aliéné. Notre préférence nous paraît légitime, puisque la société serait tout aussi efficacement protégée, d'après notre théorie, par l'internement du prévenu dans un asile spécial.

Les premières périodes de certaines formes d'aliénation mentale sont souvent méconnues du public et même des parents et des médecins.

C'est qu'en effet les difficultés du diagnostic se trouvent exagérées de ce fait que, le paralytique général déployant une activité professionnelle plus considérable et manifestant un contentement inaccoutumé, l'entourage est tout naturellement porté à n'y voir qu'un indice de parfaite santé.

Et cependant à un examen sérieux, on voit vite que l'intelligence a subi une rude atteinte ; mais le premier symptôme net, précis, pourra être un délit ou un crime. Lasègue et Maudsley avaient attiré l'attention sur ce début insidieux de la paralysie générale. Brierre de Boismont et Legrand du Saulle, de leur côté, ont mis en garde contre l'erreur, en dénonçant la

perversion des affections et du caractère et le désordre des actes comme présidant à l'éclosion de cette forme d'aliénation mentale, sans qu'il y ait encore de trouble manifeste de l'intelligence.

Le médecin expert se trouve généralement aux prises avec une difficulté parfois insurmontable ; mais si, par son savoir, il arrive à se convaincre que l'inculpé est déjà parvenu au seuil de la folie, sa conscience lui fera un devoir de demander l'application de la doctrine de la responsabilité partielle dans le temps.

La question de la responsabilité pénale des épileptiques présente de nombreuses difficultés. Ici, comme du reste dans toute expertise médico-légale, c'est l'état mental du sujet au moment de l'acte imputé qui entraînera les conclusions de l'expert. C'est ainsi que les médecins en général et les juristes admettent la responsabilité entière des épileptiques, parce qu'ils voient nombre de ces malades dans le monde faire honneur à leurs affaires, et n'être, somme toute, que des « candidats » à l'aliénation mentale et nullement des aliénés.

Les médecins aliénistes, possédant dans leurs asiles des épileptiques parvenus aux limites de la folie, déclarent au contraire qu'ils sont irresponsables.

Et Trousseau lui-même, du haut de la tribune académique, a proclamé l'irresponsabilité de ces malades atteints de haut mal, disant que les médecins devaient s'attacher à « arracher à l'échafaud un grand nombre d'épileptiques réputés criminels ».

Pour nous, notre préoccupation sera de nous entourer de tous les éléments de diagnostic possibles, avant de nous arrêter à une décision quelconque.

Si l'inculpé a commis son acte dans l'intervalle des accès, si ces accès sont très rares et qu'on ne puisse relever en définitive que l'irritabilité, l'orgueil, la sournoiserie et la méchan-

celé, ou, d'autres fois, une nature obséquieuse, souple, rusée, rampante, tous états qui constituent le *caractère de l'épileptique*, nous le déclarerons absolument responsable. Il est indemne quant à ses facultés psychiques et ne saurait être déclaré aliéné, pas plus que Napoléon le Grand et César, épileptiques pourtant, au dire de l'histoire. Il pourra tout au plus, et dans quelques cas seulement, bénéficier des circonstances atténuantes, mais jamais de la responsabilité partielle.

Avant et après les accès, on constate souvent une période de trouble mental, pendant lequel l'épileptique doit être tenu pour irresponsable. Paul Zacchias avait voulu fixer, comme critérium, que l'exonération de toute responsabilité s'imposait pour tout épileptique ayant commis un acte violent dans les trois jours qui précédaient ou suivaient l'attaque. Cette formule est trop arbitraire.

Parfois le trouble disparaît rapidement, tantôt il persiste plus longtemps et peut être constaté dix jours même après l'accès. Le diagnostic seul fournira la solution désirable : c'est dire qu'il faudra examiner avec soin le cas particulier pour conclure, soit à l'irresponsabilité absolue, soit à la responsabilité atténuée.

Certains épileptiques présentent, à une distance plus ou moins grande des accès convulsifs et en dehors de toute influence de ces attaques, des accès de trouble mental auxquels Falret a donné le nom de *grand mal* et de *petit mal intellectuels*. Dans la première forme, la manie avec fureur, le désordre des idées et des actes sont si manifestes que l'expert ne peut faire erreur. Il a devant lui un fou épileptique et doit le déclarer irresponsable.

Le petit mal intellectuel est plus difficile à reconnaître, à cause de la durée et de l'intensité peu appréciables de ses accès. Invasion rapide, durée relativement courte, lucidité relative de l'intelligence, tendance aux actes violents,

propension aux courses vagabondes, impulsions irrésistibles, terminaison aussi brusque que l'invasion, obtusion des souvenirs en ce qui concerne les faits qui ont eu lieu pendant l'accès ou même suppression complète de la mémoire, sauf en général pour les faits les plus récents, tels sont les caractères assignés au petit mal intellectuel. Le devoir du médecin sera de rechercher alors les signes d'une épilepsie méconnue, procurative (Mairet) ou bien larvée.

Si l'acte est en relation directe avec l'accès, l'irresponsabilité sera proclamée sans hésitation. Mais si le malade, ayant présenté à plusieurs reprises et à une époque relativement peu éloignée tous les caractères, soit du grand, soit du petit mal intellectuel, vient à commettre un délit ou un crime, sans qu'il soit possible, au moment de l'acte, de déceler aucun des stigmates de la folie épileptique, c'est ici le cas d'appliquer la responsabilité partielle, et non pas la responsabilité atténuée. Car le prévenu peut être un de ces impulsifs dont l'impulsion soudaine n'est en général précédée d'aucun avant-coureur. En tout cas, il a présenté, dans un passé relativement rapproché, les signes de la folie épileptique et il ne saurait être question pour lui d'atténuation. A l'exemple de Falret, nous prétendons, dans les cas douteux, que la présomption doit être en faveur de la folie plutôt qu'en faveur de l'état de raison.

L'application de la doctrine de la responsabilité partielle dans le temps à l'égard de l'épileptique exige, avons-nous dit, un état de folie ne remontant pas très loin dans le passé ; car nous pensons, avec Tardieu, « qu'il ne suffit pas d'avoir été enfermé dans un établissement d'aliénés et atteint d'une affection mentale passagère pour que tous les actes qui seront ultérieurement commis, *même après un long temps*, demeurent suspects et entachés de folie » ; et si un accès de folie, passé *depuis longtemps*, mérite sans doute, comme le prétendent avec raison Briand et Chaudé, d'être pris en sérieuse considé-

ration, il n'exclut pas la culpabilité ; il peut en résulter une présomption, mais non une preuve d'aliénation.

Cette preuve de l'existence de l'épilepsie à forme convulsive ou mentale, nous la puiserons dans les éléments d'un diagnostic bien établi ; nous souvenant que, parmi ces éléments, il en est un tout nouveau dû aux intelligentes recherches de M. le professeur Mairét et de notre ami M. le professeur-agrégé Vires, alors chef de clinique des maladies mentales.

Voici les conclusions des travaux et expériences de ces deux auteurs, publiées dans le *Montpellier médical* de 1897 : « L'hypotoxicité urinaire est constante dans l'épilepsie ; elle existe en dehors de toute attaque, même lorsque les attaques sont suspendues depuis des années. Elle est donc bien fonction de la névrose et en constitue *un stigmat permanent*. »

Ce stigmat se retrouve aussi, il est vrai, dans l'hystérie. Mais, comme il est facile de trouver, soit dans le caractère de la toxicité de l'urine, soit dans l'existence des stigmates permanents propres à l'hystérie (zones hystérogènes, clou hystérique, rétrécissement concentrique du champ visuel, etc.), des moyens précis de diagnostic différentiel, les conclusions de MM. Mairét et Vires n'en gardent pas moins toute leur portée clinique et, par suite, médico-légale.

En résumé, la plupart des auteurs, avec le professeur P. Kowalesky, de Saint-Pétersbourg, admettent pour l'épileptique trois degrés de responsabilité : la responsabilité complète, la responsabilité atténuée et l'irresponsabilité absolue. Nous croyons, pour notre part, qu'il y a lieu, dans plusieurs cas que nous avons nettement déterminés, de demander l'application de la doctrine de la responsabilité partielle dans le temps.

Pour désigner d'une façon précise le degré de responsabilité des hystériques, c'est toujours à un examen sérieux, approfondi, que nous aurons recours. Si le ou la malade (la femme

étant plus souvent que l'homme atteint de cette affection), se montre d'une habileté extraordinaire à semer la désunion et la discorde, si elle se plaît à faire de sa vie un tissu d'aventures romanesques, cherchant à attirer l'attention sur le moindre de ses actes, de ses gestes ou de ses propos; si elle affecte bruyamment des sentiments de chaude sympathie ou d'antipathie absurde sans rime ni raison, et passe brusquement, sans l'ombre d'un motif, de la gaité la plus folle à la tristesse la plus déprimante; si, en un mot, le sujet présente tous les signes de ce qu'on est convenu d'appeler *le caractère des hystériques*, mais a conservé, dans toute leur plénitude, ses facultés psychiques, nous le déclarerons responsable, en lui accordant simplement, suivant les circonstances, le bénéfice de l'atténuation de la peine. Car nous ne partageons point l'opinion du docteur Constans, qui octroyait l'irresponsabilité absolue à la plupart des hystériques de Morzines, préférant croire, avec Legrand du Saulle, que, dans la plupart des cas, la raison assiste à la ruine du cœur et lui survit.

Lorsque le trouble des facultés affectives s'accompagne d'un véritable état mental qualifié : folie hystérique, et caractérisé soit par une folie continue, soit par des accès de manie, soit encore par une manie raisonnante (cette dernière forme étant, pour quelques auteurs, dont M. Mairct, le fait de la dégénérescence et non de l'hystérie), il va sans dire que nous proclamons l'irresponsabilité absolue de l'inculpé. « Ces seuls cas d'hystérie, susceptibles de justifier l'application de l'article 64 du C. p., sont ceux qu'on peut observer chez certaines filles ou femmes qui ont reçu, avec la vie, le plus triste apanage héréditaire, qui marchent irrévocablement et dans un temps très prochain à la complète invasion de la folie, dont l'enfance est essentiellement névropathique et convulsive, qui ont subi des temps d'arrêt dans le développement des facultés de l'intelligence, et qui comptent surtout un grand nombre

d'aliénés dans leur famille ». Tel est le cas de cette Autrichienne, d'une éclatante beauté, issue d'une famille aristocratique, qui se prostitue à tout venant, et finit par tuer son enfant sans avoir conscience de son acte. Mais l'observation de pareils faits est exceptionnelle.

Si une analyse minutieuse de l'état mental nous fait conclure, chez une hystérique nettement folle récemment, qu'au moment de l'acte toute trace apparente du tableau symptomatique avait disparu, nous déclarerons que le délit commis appelle l'application de la responsabilité partielle dans le temps. Il s'agit ici d'une aliénée que l'atténuation de la peine enverrait tout de même en prison : condamnation qui serait foncièrement injuste.

En définitive, nous voyons que, pour les hystériques comme pour les épileptiques, tous les échelons de la responsabilité se retrouvent, depuis l'irresponsabilité entière jusqu'à la responsabilité complète, en passant par la responsabilité atténuée et la responsabilité partielle ; « mais c'est toujours, ici comme ailleurs, la responsabilité partielle, non pas au même moment, mais selon les moments » (Sarda), c'est-à-dire dans le temps.

L'ivresse accidentelle, qui constitue l'accès d'alcoolisme aigu, n'a pas été incriminée avec la même rigueur par les diverses législations.

Dans l'antiquité, le fait de l'ivresse entraînait une aggravation de peine : Aristote et Quintilien l'expriment formellement dans leurs ouvrages. De nos jours on la punit comme un délit. C'est, disent quelques législateurs, un fait volontaire ne pouvant jamais servir d'excuse. D'autres, considérant que l'ivrogne a perdu une partie de son libre arbitre, lui accordent une atténuation de la responsabilité.

Le professeur Joirre, de Lille, a soutenu même la thèse de l'irresponsabilité de l'homme pris de boisson. « Ce dernier, dit-il, a perdu sa liberté morale ; il n'est pas autre qu'un

aliéné, il ne peut donc pas répondre de ses actes : ceux-ci ont été accomplis alors qu'il avait perdu la libre possession de ses facultés intellectuelles », et il va même jusqu'à demander que l'ivrogne « soit placé dans l'impossibilité de satisfaire son irrésistible passion, et considéré non pas comme un coupable sur lequel la société pèse déjà par ses châtimens, mais comme un malade dont on espère la guérison. »

Nous répondrons sur le premier point à ce trop ardent défenseur de l'ivrogne, que l'assimilation du buveur non dipsomane au malheureux aliéné est quelque peu risquée et, pour la plupart des cas, entachée d'une exagération excessive. Comme réplique au second point qui formule un vœu, Legrand du Saulle fait judicieusement observer que les asiles ne sont pas des refuges ouverts à l'intempérance et ne peuvent jamais devenir, grâce à la loi du 30 juin 1838, un guet-apens, un tombeau anticipé ou une prison d'Etat.

Parmi toutes ces opinions, quelle est celle que nous devons adopter ? Toutes et aucune *à priori*. Notre choix nous sera dicté par notre conscience, après un contrôle précis de toutes les circonstances qui auront précédé ou suivi l'ébriété de l'inculpé. L'ivresse ne peut certes pas servir d'excuse ; mais lorsque le libre arbitre est radicalement ou partiellement annihilé, le médecin doit logiquement demander l'acquiescement ou une atténuation de la peine.

L'homme, en effet, ne saurait être toujours et quand même responsable des actes de la brute, et, comme l'a dit le philosophe Damiron : « l'ivresse est en quelque sorte une folie artificielle, qu'on se donne pour un moment, et tant qu'on se la donne, elle atteste de la liberté et demeure imputable. Mais une fois qu'elle est venue et que son effet est entier, quoi que fasse encore l'âme, quelque activité qu'elle déploie, soit en pensée, soit en passion, il n'y a plus de libre arbitre. »

Au cas du *delirium tremens*, le malade, en proie à des hallu-

cinations et à de l'agitation maniaque, est un véritable aliéné et partant absolument irresponsable. La même irresponsabilité s'applique au sujet atteint d'alcoolisme chronique, avec stupeur et démence. Chez ces alcooliques chroniques, on constate parfois des moments d'exacerbation, désignés par Lasègue sous le nom d'alcoolisme subaigu et caractérisés par des hallucinations de la vue et quelquefois de l'ouïe, qui poussent le malade à l'homicide ou au suicide. Ces phénomènes doivent, au même titre, faire conclure à l'irresponsabilité complète.

Tous les états que nous venons d'énumérer impliquent l'idée d'aliénation mentale affectant la forme de manie, de démence ou de lypémanie ; mais, dans la majorité des cas, il y a des degrés à étudier dans la marche de la maladie. Il y a des périodes de rémission ou d'intermission auxquelles succèdent des phénomènes d'excitation avec des idées de persécution ou tout autre délire réputé partiel. C'est dans l'appréciation de ces circonstances que réside toute la difficulté d'établir le degré d'imputabilité.

Pour nous, nous soutenons que tout alcoolique ayant présenté, dans un passé récent, des accès de folie nettement caractérisés et cliniquement constatés, mais dont l'état mental actuellement, au moment de l'action, ne se traduit par aucun symptôme apparent, par aucune idée délirante, ne doit pas être néanmoins tenu pour responsable. Ce n'est même pas l'atténuation de la pénalité qu'on doit lui accorder. Nous nous croyons autorisé à demander pour lui l'application de la responsabilité partielle et son internement dans un asile spécial et non le bénéfice des circonstances atténuantes, qui n'aboutirait qu'à le faire jeter en prison.

Les malades atteints de folie circulaire, c'est-à-dire de cette forme d'aliénation mentale qui présente trois stades bien distincts, savoir : 1° une période d'agitation ; 2° une période de dépression ; et 3° une période de calme et de raison d'une

durée assez considérable, nous fournissent une catégorie de sujets pour lesquels surtout s'impose l'application de la doctrine de la responsabilité partielle dans le temps.

Les délits ou crimes qu'ils commettent durant leur état d'agitation ou de dépression ne leur sont pas imputables, et l'article 64 du code pénal proclame avec raison l'irresponsabilité de ces prévenus, qui sont de vrais aliénés.

Mais pendant la période d'accalmie, où le bon sens et la raison paraissent avoir ramené l'intégrité du libre arbitre, comment interpréter le degré d'imputabilité si le sujet se livre à des actes violents ou répréhensibles ? Devra-t-on l'exonérer de toute peine ? ou le juger responsable avec ou sans admission de circonstances atténuantes ? Nous ne croyons pas devoir nous ranger à aucune de ces diverses opinions. Ce malade, qui actuellement présente toutes les apparences de la santé mentale, redeviendra malade, et, dans un avenir plus ou moins prochain, si on le condamne, devra quitter la prison pour prendre le chemin de l'asile. Il passera ainsi successivement par les diverses phases d'agitation maniaque, de dépression mélancolique et de retour à la raison, jusqu'au jour où la démence, dans le sens médical du terme, c'est-à-dire l'affaiblissement radical de l'intelligence, s'installera définitivement chez lui. Ce n'est donc pas en prison qu'il convient de l'envoyer, mais dans un asile spécial ; et pour cela, il ne faut pas le déclarer responsable atténué, mais réclamer justement qu'on applique, à son endroit, notre doctrine de la responsabilité partielle.

Comme il est facile de s'en rendre compte, nombreuses sont les affections cérébrales qui relèvent, dans certains cas déterminés, de notre responsabilité partielle dans le temps. Le plus souvent, l'inculpé, que nous proclamons partiellement responsable, présente des antécédents personnels de dérangement cérébral ne remontant pas très loin, un passé récent de

folie sous une quelconque de ses formes, nettement et sérieusement contrôlée : c'est tantôt la folie hystérique, tantôt la folie épileptique, tantôt des accès de *delirium tremens*, etc., que l'on note dans son bilan de pathologie cérébrale.

D'autres fois, c'est un faisceau de signes qui font préjuger sûrement de l'éclosion prochaine de l'aliénation mentale : le sujet est sur le point d'entrer de plain pied dans la folie, il s'apprête à agiter les grelots de son délire.

Tous ces états morbides, nous en avons fourni amplement les motifs, ne comportent ni l'irresponsabilité absolue, ni la responsabilité complète, ni même la responsabilité atténuée. On ne peut que préconiser l'adoption du principe de la responsabilité partielle dans le temps. La folie circulaire surtout, — nous y insistons à dessein, — avec son cycle se poursuivant indéfiniment, vient cliniquement corroborer notre manière de voir en démontrant qu'elle répond, à tous égards, aux faits d'observation journalière. Si le fou circulaire, dans la période de raison, ne peut pas être déclaré absolument irresponsable, on ne saurait davantage le reconnaître responsable, même avec le bénéfice de l'atténuation ; car après un laps de temps qui se prolongera plus ou moins, il recommencera son cycle morbide et présentera certainement à nouveau tous les signes de l'agitation maniaque. Le système cérébral de cet inculpé, même à l'état normal de bon sens, ne fonctionne donc pas d'une façon irréprochable. C'est un cerveau profondément ébranlé par les secousses maniaques passées et dont le trouble ne fera que s'accroître de degré en degré, après chaque cycle parcouru, pour aboutir en dernière analyse à la démence, comme terme final et irréductible.

En conséquence, il serait profondément inique de jeter ce malade en prison. Il convient de le déclarer partiellement responsable, ainsi que tous ceux dont nous nous sommes entretenus dans les pages précédentes ; et cette décision aura pour

effet immédiat et salulaire, suivant notre principe, leur internement dans un asile spécial, dont nous exposerons plus loin les avantages sociaux et thérapeutiques.

OBSERVATION D'UN PERSÉCUTÉ RAISONNANT

DÉDUCTIONS A EN TIRER EN FAVEUR DE NOTRE THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ PARTIELLE IMPLIQUANT LA CRÉATION DES ASILES SPÉCIAUX.

Nous produisons, à la suite de ce chapitre, l'observation succincte d'un dégénéré « cambrioleur et assassin », qui vient étayer, en tous points, notre théorie en démontrant d'une façon éclatante qu'elle répond pleinement aux faits cliniques.

Il s'agit de cet individu dont les journaux montpelliérains, en septembre 1896, racontèrent les tristes exploits sous le titre : « un cambrioleur assassin ». Pris en flagrant délit de vol, ce prétendu anarchiste, qui disait s'appeler Tournil et dont le nom était en réalité Cl..., avait, par deux fois, fait feu sur les agents et blessé un bicycliste, qui assistait en curieux à cette chasse à l'homme.

Les trois médecins experts chargés d'examiner l'état mental de l'inculpé constatent que Cl... est un dégénéré héréditaire, hypocondriaque, avec des idées de persécution, de grandeurs ; qu'il a des hallucinations de la vue, de l'ouïe et des perversions sensorielles, et qu'il présente des périodes d'excitations suivies de rémission et des tendances au suicide ; tous caractères, sauf les hallucinations, dénotant un persécuté raisonnant. Et M. le professeur Sarda déclare dans son rapport que le prévenu était en pleine période d'excitation au moment

du dernier acte imputé et conclut logiquement à son irresponsabilité et à la nécessité de son internement.

Cl., *irresponsable comme aliéné*, mais dangereux, fut interné d'urgence à l'asile d'aliénés de Montpellier.

Il réussit à *s'évader* de cet établissement et commit un nouveau délit pour lequel, *reconnu responsable* parce qu'à la période d'agitation avait succédé une période de calme et de raison, il s'est vu infliger *trois ans de prison* par le Tribunal de Marseille.

La nécessité de notre asile spécial nous semble découler, comme une déduction logique, des diverses circonstances que nous venons de signaler ; et cette affaire Cl..... apporte à l'urgence de la création de cet établissement l'éloquence la plus convaincante : celle des faits.

Si, en effet, au lieu d'être interné dans un asile commun, après son premier jugement de Montpellier, l'aliéné Cl..... avait pu tout d'abord être dirigé sur un asile spécial, dont nous énumérons les avantages dans notre « conclusion sociologique », *son évasion aurait été rendue impossible*, partant *il n'aurait pu commettre son deuxième délit*, pour lequel *il n'y aurait pas eu lieu de le condamner*.

Du reste, nous pensons que cette condamnation à trois ans de prison n'est pas conforme aux principes de la justice : Cl... est certainement un malade, et malgré l'apparence de la guérison (qui n'est qu'une rémission), il est fort probable qu'avant l'expiration de sa peine, son état morbide se révélera et le conduira de nouveau dans un asile.

Telles sont les conséquences fâcheuses de cette déplorable situation, et pour la société, qui ne se trouve pas suffisamment protégée par les garanties d'un simple asile, et pour le malheureux aliéné, qui, en guise de soins auxquels il a droit, subit comme traitement les rigueurs et les privations d'un

régime pénitencier bien fait pour accélérer au contraire la marche de son affection.

Notre asile spécial, s'il eût existé, aurait sauvegardé, dans le cas particulier, les intérêts de la société en même temps que ceux du malade.

CHAPITRE V

LA RESPONSABILITÉ ATTÉNUÉE. — ETATS GÉNÉRAUX AUXQUELS ELLE EST APPLICABLE

Nous venons de voir les caractères distinctifs de la responsabilité partielle dans le temps, et les conditions requises pour justifier son application dans les divers états morbides que nous venons de passer en revue.

Il nous reste à examiner les états cérébraux qui impliquent l'atténuation de la responsabilité.

Nous avons déjà fait observer, dans le chapitre précédent, que la question de la responsabilité atténuée peut être discutée, dans certains états de trouble mental, en dehors de la folie proprement dite, comme l'hystérie, l'épilepsie, l'alcoolisme, quand ils ne donnent lieu à aucune complication délirante ou hallucinatoire.

Nous n'y reviendrons pas. Il nous suffira de produire, à cette place, les états mentaux qui relèvent de la seule responsabilité atténuée.

En premier lieu, se présente la catégorie de ces individus atteints de débilité intellectuelle congénitale ou acquise par le grand âge. Ces êtres incomplets ne comprennent pas toute la portée de leurs actes ; mais ils possèdent, néanmoins en partie, la faculté d'apprécier la moralité de leur conduite et de s'abstenir de faire le mal. Ces états de faiblesse d'esprit native ou

sénile, qui se différencie de l'imbécillité ou de la démence, au sens médical du mot, entament le libre arbitre mais ne le détruisent pas. Ils ne sauraient donc entraîner l'irresponsabilité absolue. « Ce serait, dit Falret, pousser trop loin la limite de l'indulgence qu'exempter ces sujets de toute pénalité, et les absoudre quand même de tous les actes malfaisants qu'ils peuvent commettre ». Mais comme ils sont cérébralement incomplets, leur responsabilité est également incomplète, c'est-à-dire atténuée.

De nos jours, on désigne plus généralement les débiles intellectuels congénitaux sous le nom de dégénérés (Morel), c'est-à-dire, d'après la signification anatomique du terme, des êtres incomplets physiquement et psychiquement. « La dégénérescence, en effet, proclame M. Legrain, est l'état de l'être qui, comparativement à ses générateurs, est amoindri dans sa résistance psycho-physique. Cet état, qui se traduit par des stigmates indélébiles, est essentiellement progressif. Il aboutit plus ou moins rapidement à l'anéantissement de l'espèce ».

Ce sont là les dégénérés inférieurs, pour lesquels l'amoindrissement de la résistance psycho-physique provoque l'application de la responsabilité atténuée.

Mais il est des dégénérés supérieurs qui présentent sous certains rapports des facultés intellectuelles normales, géniales même, avec la pleine possession de leur libre arbitre.

C'est précisément cette différence notable dans la mentalité de ces deux espèces de dégénérés qui a donné naissance à deux doctrines diamétralement opposées. Pour les uns, les dégénérés seraient des aliénés; pour d'autres, ils doivent être tenus pour des criminels. Nous pensons, avec M. le professeur Sarda, que les dégénérés supérieurs ne sauraient jouir de l'immunité pénale, même relative. Quant aux dégénérés inférieurs, il ne faut pas les considérer comme des malades, car on ne saurait plus à quel échelon s'arrêter dans cette échelle descen-

dante de la moralité et l'on finirait, petit à petit, par confondre criminels et aliénés, comme le veulent, du reste, le docteur Dally, Prosper Despine, Hamon et tant d'autres. Qu'on leur accorde simplement le bénéfice des circonstances atténuantes, mais point l'immunité absolue.

La dégénérescence psychique, a écrit H. Dagonet, se caractérise par la faiblesse d'esprit ou par des *anomalies du côté des facultés morales* et intellectuelles. C'est dire qu'à côté des dégénérés intellectuels, dont nous venons de nous occuper, se placent immédiatement les dégénérés moraux.

« On voit parfois, dit Maudsley, des enfants appartenant aux meilleures familles, être frappés d'une sorte d'imbécillité morale. Ils n'aiment personne et ne montrent pas plus de penchant pour le bien que de regret pour le mal. Ils manifestent de mauvais instincts et sont inéducables. »

Cette imbécillité morale, cette débilité du sens moral peut aller jusqu'à l'atrophie complète de ce sens. Lombroso, dans son ouvrage « l'homme criminel », en cite un exemple remarquable qui prouve bien l'identité proclamée par l'école anthropologiste française du criminel-né et du dégénéré moral.

« Un enfant, qui, dès l'âge de trois ans, était déjà porté à l'onanisme et éprouvait du plaisir à voir égorger des animaux, se montrait, dès cinq ans, très habile à mal faire. Il vit un jour son petit frère qui perdait du sang par le nez et en profita pour le faire tomber la face contre terre ; il trempait ses mains dans le sang et criait : « Je veux tuer ce petit, cela seul me procure du plaisir, je veux voir du sang ». Comme on lui demandait s'il oserait tuer sa mère : « Assurément, je veux bien la tuer, et si je ne puis le faire aujourd'hui, j'attendrai d'être grand ».

Ces termes de dégénérés, débiles ou pervers moraux nous sourient davantage que celui communément employé de *fous moraux*. C'est qu'en effet cette dernière dénomination ne nous

paraît pas répondre à la totalité des faits : tous ces sujets ne sont pas des aliénés. Quelques-uns paraissent même posséder l'usage intégral de leur libre arbitre avec une volonté robuste et dont ils sont les maîtres. Témoin cet enfant qui veut bien tuer sa mère, mais qui veut aussi puissamment et sait *attendre d'être grand*. Aussi les moralistes et les médecins se demandent-ils si ces perversités morales ne sont pas totalement responsables au même titre que les hommes normaux.

Dans beaucoup de cas, au contraire, un examen attentif nous fera découvrir que ces débiles morales sont en même temps des débiles intellectuels dont la volonté a sombré sous le coup d'une impulsion irrésistible; et il nous paraît juste de les considérer comme irresponsables.

Entre ces deux opinions extrêmes, et en dehors de tout symptôme d'aliénation, la doctrine de la responsabilité atténuée trouvera de légitimes et nombreuses applications.

Les périodes de prédisposition aux maladies mentales fournissent aussi souvent des circonstances où l'atténuation de la pénalité s'impose. Ces prédisposés sont des héréditaires qu'il ne faudrait pas confondre avec les dégénérés. Morel a remarquablement démontré que les dégénérés sont le plus souvent, pour ne pas dire toujours, des héréditaires. Mais l'héréditaire peut très bien ne pas être un dégénéré, même s'il est aliéné; en d'autres termes, l'héréditaire n'offre pas nécessairement les stigmates physiques et psychiques qui sont les attributs du dégénéré anatomiquement incomplet.

L'examen de la responsabilité de ces prédisposés soulève de bien redoutables difficultés. Ces individus présentent, en effet, de nombreuses tares intellectuelles : ce sont des excentriques, des détraqués; mais la folie n'est pas leur aboutissant fatal. S'ils viennent à commettre quelque acte violent, on est en droit de se demander s'ils sont simplement prédisposés et par conséquent responsables, ou véritablement aliénés et par

suite irresponsables. Ces excentriques cotoient toute leur vie les bancs des assises ou la cellule de l'asile. Ils sont tour à tour considérés comme des fous ou comme des criminels, et justifient les paroles de Moreau, de Tours, qui assigne aux futurs aliénés ou aux futurs criminels une origine souvent commune, un même point de départ, *in radice conveniunt*.

Ce ne sera donc que par un diagnostic scientifiquement établi que l'expert, en garde contre toute simulation ou dissimulation, pourra conclure soit à l'irresponsabilité entière s'il a affaire à un aliéné, soit à la responsabilité absolue s'il ne découvre aucun signe de dérangement cérébral. Mais dans l'immense majorité des cas, nous sommes d'avis d'accorder à ces êtres infortunés, qui ont hérité avec la vie du plus triste apanage héréditaire, le juste bénéfice des circonstances atténuantes.

Nous donnons à méditer ici à dessein, résumée par Paul Bert, cette histoire d'un assassin condamné aux travaux forcés à perpétuité par la Cour d'assises de la Seine en 1883 :

« B... était enfant naturel ; il avait subi pendant la vie intra-utérine le contre-coup des émotions et des douleurs de sa mère trahie. Fils d'un suicidé, petit-fils, neveu d'aliénés suicidés, il fut raillé, maltraité, brutalisé de toutes manières, à l'âge des tendresses maternelles et élevé par un homme condamné pour vol. Voilà le bilan des débuts de B... dans la vie. Sombre histoire, fatale comme une tragédie antique. Emouvante histoire à faire frissonner et pleurer les jurés sur leurs bancs, et quelles réflexions pour le moraliste ! Que devient la responsabilité de ce criminel, qui rit à sa condamnation, avec cette hérédité, avec cette éducation ? L'enfant aurait peut-être échappé à la première. « Il était si gentil, a dit un témoin. » La seconde l'a perdu, et celle-ci est œuvre sociale comme le préjugé qui enveloppait de mépris l'innocent bâtard. Quels effets d'audience pour un avocat éloquent, renvoyant ses accu-

sations au représentant de la société. Est-ce à dire qu'on ait mal jugé, qu'on eût dû acquitter le misérable ? Non certes ; le « gentil enfant » était devenu une bête féroce qu'il fallait mettre hors d'état de nuire. Mais il ne faut, dans ces actes de protection sociale, ni indignation, ni colère. »

En l'espèce, le jury de la Seine fit preuve d'une sage modération, en répondant affirmativement à la question des circonstances atténuantes. La mort eût été, il le vit fort bien, une peine trop sévère, injuste même ; et son verdict sut concilier à la fois et les exigences de la justice et les principes sacrés de l'humanité.

Nous voici arrivés à la question si controversée de l'influence des passions sur le libre arbitre.

Déclarons tout de suite que, malgré nos sentiments de libérale philanthropie fermes et irrévocables, qui ressortent de notre doctrine et nous poussent, dans les cas douteux, à envoyer le prévenu dans un asile plutôt qu'en prison, dans la crainte légitime de lui imprimer, trop à la légère, le sceau de l'infamie, notre condescendance ne peut aller jusqu'à admettre avec Leuret que les passions sont de véritables folies.

On a pu faire valoir, il est vrai, l'égale oppression, dans les deux cas, de la liberté morale. Mais, pour si absolu que paraisse parfois l'empire des passions, nous ne pensons pas que ces dernières puissent créer, de toutes pièces, un état morbide cérébral impliquant l'immunité absolue. Il existe, comme l'a fort judicieusement indiqué Georget, une démarcation bien nette entre les deux ordres de phénomènes : il y a l'intervalle qui sépare entre eux les deux états physiologique et pathologique. L'état cérébral d'un individu en proie à une passion violente quelconque est un état physiologique tout au plus exagéré, tandis que c'est de la pathologie que relève l'état mental d'un aliéné.

L'assimilation de la passion et de la folie est donc exagérée, et il n'est pas, à notre avis, de doctrine plus fausse. Les caractères de la folie, à l'instar de ceux des autres maladies, n'ont rien d'arbitraire, rien qui soit livré au hasard. C'est un diagnostic à établir d'après des symptômes parfaitement connus. En conséquence, tout médecin mis en présence d'un aliéné ne peut se prononcer sur son état mental qu'à la seule condition de lui avoir au préalable assigné une place dans le cadre nosologique de l'aliénation. S'il ne décèle aucun signe clinique, et qu'il ait affaire au contraire à un prévenu ayant manifestement agi sous l'empire de la colère, etc., il ne doit pas conclure à l'irresponsabilité ; mais il pourra, dans certains cas consciencieusement contrôlés, demander avec justice une atténuation de la pénalité.

En résumé, en dehors de la folie confirmée ou près d'éclorre, nous proclamons justiciables de la doctrine de la responsabilité atténuée les dégénérés, débiles intellectuels, débiles moraux (tous « cerveaux invalides » des Allemands), une majeure partie des héréditaires et dans quelques cas déterminés, les criminels dont une aveuglante passion a armé le bras.

CHAPITRE VI

CONCLUSION SOCIOLOGIQUE. — MESURES A PRENDRE A L'ÉGARD DES ALIÉNÉS AYANT EU DES DÉMÊLÉS AVEC LA JUSTICE ET PÉNALITÉ APPLICABLE A LA CATÉGORIE DES PRÉVENUS DÉCLARÉS RESPONSABLES PARTIELS.

Après réfutation de la théorie de la responsabilité partielle dans l'espace, nous avons consacré un chapitre à l'exposé de la doctrine de la responsabilité partielle dans le temps, et un chapitre distinct pour la responsabilité atténuée, soulignant ainsi à dessein, par cette division, la démarcation précise que, dès le début, nous avons déjà établie dans nos définitions.

Ainsi donc la responsabilité atténuée est une et la responsabilité partielle dans le temps est tout autre. La première n'a aucun rapport avec la folie et fait toujours du prévenu un condamné, qui va tout droit en prison expier tout au moins un minimum de peine.

Quelles sont maintenant les mesures de précaution que la société doit prendre à l'égard des aliénés ayant eu un compte à régler avec la justice ?

En France, un aliéné acquitté est purement et simplement mis en liberté. Il en résulte un danger pour la société, d'autant plus regrettable que la loi offre une lacune en ne permettant aux magistrats ayant prononcé l'acquittement que d'informer l'autorité administrative, qui seule a qualité pour ordonner la séquestration.

L'article 18 de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés permet en effet « à Paris, au préfet de police, et dans les départements aux préfets, d'ordonner d'office le placement dans un établissement d'aliénés de toute personne dont l'aliénation compromet l'ordre public ou la sûreté des personnes ». Certes les préfets n'hésitent pas à prendre un arrêté ; mais il se passe toujours, grâce aux lenteurs et aux formalités innombrables de l'administration, un laps de temps souvent considérable, pendant lequel l'aliéné peut encore commettre quelque crime.

On a essayé de remédier à ce déplorable état de choses. Trois moyens principaux ont été préconisés :

On a d'abord proposé de substituer, pour le placement des aliénés reconnus dangereux, l'autorité judiciaire à l'Administrative. Ce vœu a été formulé à maintes reprises, et le docteur Gallard fit cette proposition, le 19 octobre 1875, à l'Académie de médecine de Paris.

On a ensuite posé en principe que la séquestration serait perpétuelle, alors même que le médecin aurait déclaré la guérison. Aubanel est le premier en France qui ait exprimé cette idée en 1845. Nous ne pouvons y souscrire et ne la discuterons même pas. Il ne saurait venir aujourd'hui à l'esprit de personne de défendre sérieusement cette opinion, tant elle est en contradiction formelle avec nos principes d'humanité, tellement elle heurte surtout nos idées de progrès et de liberté. Nous pensons du reste, avec Falret, que le médecin est le seul juge compétent dans l'espèce.

Mais le moyen, à la fois le plus humanitaire et le plus efficace, pour remédier aux dangers qui résultent de la liberté des aliénés nous paraît consister dans la création d'asiles spéciaux.

Dès 1843, les Irlandais décident la construction d'un de ces asiles à Dundrum. L'inauguration a lieu en 1850. Seize ans

après, le rapport élogieux en tous points des commissaires irlandais est la preuve évidente des services rendus par cet établissement.

En Angleterre, la plupart des accusés qui échappent à une pénalité légale, par suite d'un verdict du jury les déclarant acquittés pour cause de folie, sont internés, sur l'ordre de la Cour devant laquelle ils ont comparu, dans deux asiles spéciaux : l'asile de Broadmoor pour l'Angleterre, un quartier de la prison de Perth pour l'Ecosse. Dès l'année 1844 et durant vingt ans, les *commissionners in Lunacy* avaient réclamé l'adoption de ces asiles, qui furent enfin ouverts en 1863.

En France, la loi ne contient aucune disposition spéciale sur les aliénés dangereux ayant comparu devant des juges.

Pour y remédier, la Société de législation comparée a proposé les articles suivants introduits dans le projet de modification à la Loi de 1838, présenté à l'Assemblée nationale, en 1872, par plusieurs députés : Th. Roussel, Jozon et Desjardins. Dans ce projet (art. 43 et 44), on proposait la création d'asiles ou quartiers spéciaux pour l'internement des *aliénés criminels* acquittés par ordre de la chambre des mises en accusation.

Toujours dans le but de combler cette lacune regrettable de la législation, il existe depuis longtemps, mais enseveli sous la poussière des cartons, un projet de loi semblable, portant révision de la Loi du 30 juin 1838 sur les aliénés. (*Journ. off.*, Docum. parl., Sénat. Annexe n° 37, 1883.) Ce projet de loi propose également la création d'asiles spéciaux destinés à recevoir les aliénés *dits criminels* (art. 32 et 33).

Cette lenteur dans la prise en considération de ce vœu prouve le désaccord qui a longtemps divisé les auteurs.

Brierre de Boismont est le premier qui, en 1846, ait demandé la création d'asiles spéciaux pour les fous « criminels ». Legrand du Saulle et Maximin Parchappe ont écrit dans le même sens. Falret ne croit pas à la nécessité de ces asiles.

Tous ces auteurs font valoir, à l'appui de leur opinion, des arguments dont nous n'avons pas à nous occuper, notre rôle n'étant pas de les discuter. La thèse toute récente du docteur Redon renferme, d'ailleurs, sur ce point, les renseignements désirables.

Nous nous bornerons donc à produire ici, au sujet de la situation devant la loi pénale des aliénés jugés irresponsables, et des responsables partiels, nos desiderata personnels avec, en regard, les motifs qui nous paraissent puissamment étayer notre opinion.

D'abord, nous pensons qu'il y aurait lieu d'adopter le projet de loi portant substitution de l'autorité judiciaire à l'autorité administrative. Cette substitution permettrait, à notre sens, en dépit des objections qui n'ont pas manqué d'être soulevées, une sanction immédiate qui éviterait la possibilité de nouveaux malheurs. Il est bien entendu que les magistrats, professionnellement incompétents, ne se prononceraient sur l'état mental du prévenu que d'après un rapport détaillé du médecin expert. Le Tribunal rendrait ainsi un jugement, par lequel l'accusé, reconnu irresponsable pour cause d'aliénation, mais jugé dangereux pour la société, serait, dès le prononcé de l'arrêt, envoyé non en prison, mais dans un asile spécial ou un quartier spécial d'un asile public.

Pourquoi pas dans un asile commun ?

Certes, ce n'est point dans le but d'épargner au malheureux aliéné la honte (?) d'être en contact journalier avec un aliéné dit criminel.

Car le nom de criminel, accolé à celui d'aliéné, constitue une monstrueuse injustice : un aliéné ne peut pas être un criminel ; c'est un malade qui inspire plutôt la commisération et la pitié et dont le malheur ne saurait être une cause de honte et de déshonneur pour ceux qui l'entourent.

Mais cet aliéné, ayant commis un acte violent, devient un

danger permanent pour la société, et doit, par suite, être entouré d'une surveillance plus sévère, afin d'empêcher son évasion. Or, l'asile commun ne fournit pas, en ce sens, toutes les garanties désirables. Aussi partageons-nous entièrement l'opinion de M. Tarde, qui juge opportun de mettre à part tous les prévenus qu'une expertise médicale aura déclarés avoir agi sous l'empire d'une folie plus ou moins caractérisée. « La création d'un *manicomio criminale* s'impose, dit-il ; entre la maison des fous ordinaires et la prison proprement dite, cet *asile intermédiaire* (terme que nous préférons à celui de *maison de santé criminelle*) offrirait à la société la sécurité que le premier genre d'établissements ne lui procurerait pas au même degré, et que le second lui donnerait aux dépens de la justice. »

D'un autre côté, il ne faut pas oublier que ces aliénés, dangereux pour la société, sont aussi et surtout des malades qui ont droit à tous les soins que nécessite leur affection. Dans un quartier spécial adjoint à une prison, comme M. le docteur Gal le propose dans sa thèse de doctorat, ils ne pourraient que recevoir un traitement insuffisant.

Il faut donc un établissement mixte qui tienne à la fois et de la prison par l'impossibilité de l'évasion, et de l'asile par l'application intelligente d'une thérapeutique assidue et d'une hygiène physique et morale parfaite.

A cet égard, l'observation de l'aliéné Cl... nous paraît concluante.

Tels sont les principaux motifs pour lesquels nous croyons devoir préconiser l'adoption de ces asiles ou quartiers spéciaux.

En ce qui concerne cette catégorie de prévenus que nous proclamons responsables partiels, les uns à cause de leurs antécédents morbides cérébraux récents et parfaitement nets, les autres sur la constatation de certains signes dénotant un début très prochain de folie certaine, le Tribunal, ce nous

semble, pourrait également ordonner leur renvoi dans un de ces asiles spéciaux.

Pour les premiers, malgré la normalité apparente de leur état mental actuel, nous sommes portés à croire que la violence des secousses antérieures a ébranlé à ce point leurs cerveaux, qu'ils n'aient pu récupérer de si tôt l'intégrité parfaite de leur appareil pensant. Et l'idée que nous émettons trouve, à notre avis, une confirmation éclatante dans l'état cérébral du malheureux atteint de folie circulaire qui, pour paraître mentalement normal durant la période de calme et de bon sens, n'en présente pas moins à nouveau, après un certain temps, dont la durée est indéterminée, tous les signes de l'agitation maniaque. Le feu n'était pas éteint ; il couvait simplement sous la cendre.

Tous ces individus récemment aliénés, se livrant à des actes répréhensibles, ne relèvent donc pas de la prison, puisque ce sont des malades. L'asile commun n'offrirait pas d'ailleurs des garanties de sécurité suffisantes pour la société. Un asile spécial serait donc l'établissement de choix, pour l'internement de ces malades dangereux. C'est ce qui découle également de l'observation de Cl...

Immédiatement à côté de ces pensionnaires, nous plaçons, comme justiciables de ces asiles spéciaux, ce deuxième groupe de prévenus chez lesquels, malgré des antécédents personnels nuls et une cérébralité sensiblement normale au temps de l'acte, on peut relever par un examen attentif, une modification évidente dans l'activité ou le caractère, indiquant nettement que ce cerveau descend la pente qui va le conduire incessamment à la folie confirmée.

Les prodromes de la paralysie générale sont caractéristiques à cet égard. Il ne s'agit pas, dans ce cas, d'une simple prédisposition ne se traduisant pas même encore par le plus léger symptôme, le moindre signe. Ces prévenus n'attendent pas, comme les simples prédisposés, la cause occasionnelle, la

chiquenande qui va rompre l'équilibre de leurs facultés intellectuelles. Le trouble s'est déjà produit dans la statique cérébrale ; ils sont sur le seuil de la folie et prêts à y entrer de plain-pied. Ces individus sont donc déjà malades, tandis que le prédisposé ne l'est pas du tout : il peut, il est vrai, le devenir plus facilement que tout autre ; mais il est des cas aussi où il ne réalise jamais sa prédisposition.

Que décider à l'égard de ces prévenus, dont l'aliénation est près d'éclore ? Doit-on les renvoyer en prison ? Non, puisque ce sont des malades qu'il faudrait diriger bientôt sur un asile. Serait-il préférable de les enfermer dans une maison commune de fous ? La société a droit pour sa défense à des garanties plus solides. L'asile spécial que nous réclamons remplirait de tous points les conditions désirables.

C'est également dans cet établissement mixte que nous croyons devoir placer les criminels devenus aliénés pendant qu'ils expient leur peine en prison. Reconnus malades par un rapport d'un médecin expert, leur maintien dans une maison pénitentiaire serait une injustice. Dirigés sur un asile ordinaire, ils pourraient trop facilement s'évader, et deviendraient pour la société un péril, contre lequel notre asile spécial serait la meilleure des garanties.

Tels sont les hôtes que nous donnons à ces établissements intermédiaires à l'asile ordinaire et à la prison. Ils sont nombreux. Mais c'est dans un diagnostic réfléchi et scientifique que nous trouverons la base de notre décision. C'est pourquoi, nous conformant aux sages prescriptions de M. le professeur Sarda, « nous examinerons avec la plus scrupuleuse attention l'inculpé soumis à notre examen. Nous scruterons son hérédité morbide, ses antécédents personnels, son état somatique, ses facultés intellectuelles ; nous examinerons l'acte incriminé dans ses mobiles, ses rapports avec un délire présent ou passé. Si un doute persiste dans notre esprit, nous demande-

rons le secours d'un autre expert ». Et lorsque nous nous trouverons en présence d'un de ces cas nombreux, dont nous nous sommes entretenus longuement, nous demanderons pour l'inculpé, soit le bénéfice d'une atténuation de la responsabilité, soit l'application de notre doctrine de la responsabilité partielle dans le temps, c'est-à-dire le renvoi du prévenu dans un asile spécial dont la création s'impose.

La mainlevée de cet internement ne pourrait s'effectuer, bien entendu, que par ordre de l'autorité judiciaire subordonné au rapport d'un médecin expert, déclarant la guérison comme définitive et exempte de toute probabilité de rechute. Encore pourrait-on soumettre ces anciens pensionnaires, mis en liberté, à certaines mesures de surveillance, sans que pourtant ces mesures puissent jamais avoir un caractère vexatoire. Ce sont là, du reste, en grande partie, les vœux émis tout récemment au Congrès de Bruxelles.

En toute occurrence, suivant le judicieux conseil de notre excellent Maître, M. le professeur Sarda, nous n'aurons nul souci de l'opinion publique, toute faite de passions et de préjugés, qui ne manquera pas de critiquer du haut de son infailibilité naïve, les conclusions de notre rapport.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Montpellier, le 3 janvier 1899.

Le Recteur :

ANT. BENOIST.

VU :

Montpellier, le 3 janvier 1899.

Le Doyen,

L. VIALLETON.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- AUBANEL. — *Ann. médic. psych.*, 1846, t. VII, p. 252.
- BABINET. — *Bull. de la Soc. de législ. comp.*, 1879, p. 20.
- BALL. — *De la resp. part. des aliénés*. Paris, 1886.
- BELLOC. — *Ann. médic. psych.*, 1861, t. VII, p. 236.
- BILLOD. — Des interv. lucides chez aliénés. *Ann. méd. psych.* 1861.
- BRIERRE DE BOISMONT. — *Ann. d'hyg. et de méd. lég.*, octobre 1862, p. 450.
- CASPER. — *Traité de méd. lég.* (trad. franç.), t. I. p. 351
- COLIN (Henri). — Les aliénés criminels. *Rev. de psychiatrie*, nov. 1897.
- DARNAL (Alfred). — Dégénérescence et resp. pénale. Thèse Paris 1896-97.
- DELASIAUVE. — *Journ. de méd. ment.*, 1861, p. 360.
- DELASIAUVE. — Sur les pseudo-monomanies. *Ann. méd. psych.*, 1859.
- DELASIAUVE. — De la monomanie au point de vue psych. et lég. *Ann. médico-psych.*, 1853, t. V, p. 371.
- DUBUISSON (Paul). — Evolut. des opin. en mat. de resp. *Arch. auth. crim.*, 1887, p. 101 à 133.
- FABREGUETTES. — Resp. des criminels.
- FALRET (Jules). — Etat ment. des épilept. *Arch. gén. de méd.*, 1860-61.
- De la resp. mor. et lég. des aliénés. *Ann. médico-psych.*, 1863.
- *Ann. médico-psych.*, 1866.
- FÉRÉ. — Les épilepsies et les épileptiques, 1891. *Soc. de Biologie*, 4 juin 1892.
- FERNEL (Jean). — Physiologie.
- GARRAUD. — Droit pénal français.
- GEFFROY (Sylvain). — Critérium de la resp. en mat. crim. Thèse Bordeaux, 1887-88.
- HAMON. — La responsabilité. *Arch. d'anthrop. crim.*, 1897.

- JOIRRE. — De l'ivrognerie considérée comme forme de folie, suicide.
Lille 1863.
- LABATUT (Ed.). — De la resp. morale et lég. dans le crime et la folie.
Rev. gén. du droit, 1877, p. 49, 114.
- LASÈGUE. — Resp. lég. des aliénés. *Arch. de méd.*, 1864.
- LEGRAND DU SAULLE. — *Soc. médico-psych.*, 1863.
- — — Période prodrom. de la paralys. gén.
— — — *Ann. médico-psych.*, t. I.
- LINAS. — Lucidité, interv. lucides.
- LYON (Aristide). — De la responsabilité. Thèse Montpellier, 1884-85.
- MAIRET et BOSQ. — Leçons clin., 1895, recueillies par Bosq.
- MAIRET et VIRES. — Stigmate permanent de l'épil. *Montp. Médic.* 1897.
- MAUDSLEY. — Le crime et la folie (trad. franç.), 4^e édit.
- MOLINIER (Victor). — *Ann. méd. psych.*, 1854, t. VI, p. 61.
- MOTET. — Broadmoor criminal lunatic asylum. *Ann. méd. psych.*,
1881, t. VI, p. 441.
- OTT. — *Ann. méd. psych.*, 1854, t. VI, p. 329.
- RÉGIS. — Précis d'aliénation mentale.
- RENAUDIN. — Observat. médico-lég.
- RIBOUD (Léon). — Essai sur l'irresponsab. des aliénés dits criminels.
Paris, 1884.
- SARDA. — Les aliénés devant la loi pénale. Montp., 1898.
- — — Rapport médico-légal. Extrait du *Nouveau-Montpellier-Médical*, 1897, t. VI.
- SEMAL DE MONS. — Prisons-Asiles. Bruxelles, 1889.
- TARDE. — Philosophie pénale, 1891.
- TARDIEU. — Etude médico-lég. sur la folie. 2^e édit. Paris, 1880.
- TROPLONG. — Traité de donation entre-vifs et testaments.
The Journal of mental science. — Loi anglaise sur les aliénés dangereux accusés de crimes. Juillet 1896.
-

SERMENT

En présence des Maîtres de cette École, de mes chers condisciples et devant l'effigie d'Hippocrate, je promets et je jure, au nom de l'Être suprême, d'être fidèle aux lois de l'honneur et de la probité dans l'exercice de la Médecine. Je donnerai mes soins gratuits à l'indigent, et n'exigerai jamais un salaire au-dessus de mon travail. Admis dans l'intérieur des maisons, mes yeux ne verront pas ce qui s'y passe ; ma langue taira les secrets qui me seront confiés, et mon état ne servira pas à corrompre les mœurs ni à favoriser le crime. Respectueux et reconnaissant envers mes Maîtres, je rendrai à leurs enfants l'instruction que j'ai reçue de leurs pères.

Que les hommes m'accordent leur estime si je suis fidèle à mes promesses ! Que je sois couvert d'opprobre et méprisé de mes confrères si j'y manque !
